

**REPUBLIQUE DE GUINEE**

*Travail – Justice – Solidarité*



**MINISTERE DU BUDGET**  
**DIRECTION NATIONALE DU BUDGET**

**RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET**  
**DE L'ETAT A FIN MARS 2020**

**Mai 2020**



*« L'objectif de notre politique est de poursuivre l'œuvre de transformation de la vie des Guinéens, notamment celle des jeunes et des femmes. Depuis 2010, notre gouvernance a radicalement amélioré le cadre macro économique national, en rétablissant les grands équilibres économiques, en réduisant le taux d'inflation de 21 à 8%. Notre politique a ensuite consisté à maîtriser le déficit budgétaire, à soutenir le taux de couverture des importations de la Banque centrale qui était à peine d'un mois en 2010. La Guinée a rétabli le climat de confiance avec le FMI et la Banque mondiale depuis 2012, avec l'accès au programme PPTE (Pays pauvres très endettés). Nous avons conclu des grands projets comme l'accord cadre de 20 milliards de dollars avec la Chine pour investir dans les secteurs vitaux de notre économie comme la construction des routes, l'assainissement et la réhabilitation des voiries urbaines. L'accord sur les 21 milliards du groupe consultatif de Paris 2016-2020, dont la moitié des ressources a déjà été décaissée pour 2019, est également un signal positif de nos partenaires techniques et financiers à notre égard.*

*Notre croissance économique de plus de 6% est au dessus de la moyenne de la région.*

*Pour intensifier la fourniture d'électricité à tous les Guinéens, des mesures sont prises depuis 2010 pour accroître notre capacité énergétique avec le barrage de Kaleta 240 mégawatt en 2015, celui de Souapiti qui démarre en 2020 avec une capacité de 450 mégawatt suivi du barrage d'Amaria d'un potentiel de 300 mégawatt. Pour atteindre une capacité de 900 mégawatts en 2020. S'ajoute le barrage de Koukoutamba d'une capacité de 200 mégawatt.*

*Notre production agricole bénéficie aujourd'hui de 100.000 tonnes d'engrais contre 5.000 en 2010, pour soutenir un secteur qui évolue vers l'autosuffisance alimentaire. Aussi, plusieurs mesures de soutiens, techniques et financier, ont été prises pour le monde agricole. Le soutien en matière d'intrants et d'équipements agricoles a permis de booster considérablement la production agricole vivrière entre 2011 à 2019. L'agriculture, est aujourd'hui un levier important pour le développement de la Guinée. Premier employeur, le secteur de l'agriculture joue un rôle clé dans la réduction de la pauvreté et le développement rural : il assure les revenus de 57 % des ménages ruraux et l'emploi de 52 % de la main-d'œuvre...».*

### **Prof. Alpha Condé, Président de la République de Guinée**

(extrait du discours prononcé à l'occasion de sa présentation de vœux de nouvel an 2020 , le 31 decembre 2019).

## Résumé exécutif

Depuis 2012, la Guinée a adopté un nouveau cadre de gestion des finances publiques qui promeut la performance et la transparence dans la gestion publique. A cet effet, un compte-rendu de l'exécution budgétaire doit être présenté chaque trimestre à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Cette pratique vertueuse est désormais d'usage dans les relations entre le Gouvernement, l'Assemblée nationale et le public.

Le présent rapport participe à la promotion de cette transparence, en vue d'enrichir le débat sur la gouvernance publique. Il retrace l'exécution de l'autorisation parlementaire et l'application de la Loi de finances sur les trois (3) premiers mois de l'année 2020.

En application de l'article 19 du Décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 janvier 2013 portant Règlement Général de Gestion Budgétaire et de Comptabilité Publique (RGBCP), le Ministre du Budget a signé l'arrêté n°2020/338/MB/SGG du 04 février 2020 portant plan d'engagement budgétaire du premier trimestre 2020, afin de réguler l'exécution des dépenses publiques en fonction du plan de trésorerie avec une annexe présentant le plan d'engagement annuel séquentiel par trimestre, et révisable en fonction des données de l'exécution budgétaire.

Globalement, l'exécution budgétaire à fin mars 2020, base paiement, dégage un niveau de recettes inférieur à l'objectif et un niveau de dépenses dépassant l'objectif trimestriel. En effet, sur un objectif de 4 194,17 Mds, les recettes mobilisées suivant la situation communiquée par les régions, se situent à 3 868,02 Mds, soit 92,22 % (voir tableau n°4). La part de chaque catégorie de recettes se chiffre à 3 702,48 Mds pour les recettes fiscales, soit 95,72% ; 111,85 Mds pour les dons, legs et fonds de concours, soit 2,89% et 53,69 Mds pour les autres recettes, soit 1,39%.

Comparées au taux de réalisation à fin mars 2019 de 97,91%, celui du premier trimestre 2020 est de 92,22%, soit un écart en moins de 5,69 point de pourcentage.

Quant aux dépenses y compris FINEX, l'exécution se chiffre à 3 616,06 Mds contre 3 256,19 Mds, soit 111,05% par rapport à l'objectif à fin mars 2020.

Les dépenses hors financement extérieur se chiffrent à 2 854,62 Mds contre une prévision à fin mars de 3 256,19 Mds, soit 87,67%. Sur la même période en 2019, le taux de réalisation était de 63,71%.

Les dépenses d'investissement sur ressources extérieures se situent à 761,44 Mds contre une prévision dans le budget 2020 de 5 185 Mds, soit un taux d'exécution de 14,68%.

Le solde de base à fin mars 2020 s'est établi à - 38,98 Mds différent du repère quantitatif du programme économique de 448,42 Mds, soit un manque à gagner de -487,40 Mds.

Pour tenir compte d'un niveau de recettes inférieur que prévu, l'exécution budgétaire au cours de ce trimestre a été caractérisée par une contraction des prises en charge de certaines catégories de dépenses, afin de contenir les charges liées au plan de riposte de la maladie du COVID-19.

Comparés aux dépenses engagées de la période, les paiements se situent à 68,30% contre 75,29% à fin mars 2019 et 121,27% par rapport aux dépenses ordonnancées contre 122,39% en 2019.

## Table des Matières

<b>RESUME EXECUTIF .....</b>	<b>3</b>
<b>SIGLES ET ABREVIATIONS.....</b>	<b>6</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>7</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES .....</b>	<b>7</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>8</b>
<b>I.2-ANALYSE DE L'EXECUTION GLOBALE DES RECETTES.....</b>	<b>17</b>
<b>I.2-1 ANALYSE DE L'EXECUTION PAR NATURE DE RECETTES.....</b>	<b>18</b>
<b>I.2-2 ANALYSE DE LA REALISATION DES RECETTES PAR REGIE .....</b>	<b>19</b>
<b>II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES .....</b>	<b>28</b>
<b>II -1 SITUATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS .....</b>	<b>28</b>
<b>II-2 ANALYSE GLOBALE DES DEPENSES .....</b>	<b>30</b>
<b>II -2-1 ANALYSE DES DEPENSES PAR TITRE .....</b>	<b>31</b>
<b>II-2-2 SITUATION DES INSTANCES DE PAIEMENT AU 31 MARS 2020 .....</b>	<b>36</b>
<b>II.2.3 SITUATION DE L'EXECUTION DES CREDITS DES SERVICES DECONCENTRES .....</b>	<b>36</b>
<i>II.2.4 Situation de l'exécution des dépenses des filets sociaux non contributifs .....</i>	<i>38</i>
<b>III-SOLDE BUDGETAIRE .....</b>	<b>40</b>
<b>IV-OPERATIONS DE FINANCEMENT .....</b>	<b>40</b>
<b>IV-1. SITUATION DES RESSOURCES DE FINANCEMENT .....</b>	<b>40</b>
<b>IV-2. SITUATION DES CHARGES DE FINANCEMENT.....</b>	<b>40</b>
<b>V-CONCLUSION.....</b>	<b>42</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>43</b>

## Sigles et abréviations

AEP	Assainissement et eau potable
ACCT	Agence comptable centrale du Trésor
CBG	Compagnie des Bauxites de Guinée
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CFU	Contribution foncière unique
CNT	Conseil national de la transition
DeMPA	Debt management performance assessment
DGD	Direction générale des douanes
DNB	Direction nationale du budget
DNI	Direction nationale des impôts
DNIP	Direction Nationale des Investissements Publics
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ERAM	Ecole régionale des arts et métiers
FINEX	Financement extérieur
FMI	Fonds monétaire international
GNF	Franc guinéen
IMF	Impôt minimum forfaitaire
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LORF	Loi organique relative aux lois de finances
MB	Ministère du budget
PACV	Programme d’appui aux communautés villageoises
PGT	Paierie générale du Trésor
PME	Petites et moyennes entreprises
PNAFA	Projet national d’appui aux filières agricoles
PIB	Produit intérieur brut
PIMA	Public investment management assessment ( <i>Evaluation de la gestion des investissements publics</i> )
PNDES	Programme national de développement économique et social
PRSE	Programme de renforcement du secteur de l’énergie
RGGBCP	Règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
TCA	Taxe sur le chiffre d’affaires
TCT	Taxe de consommation téléphonique
TDB	Tableau de bord
TEC	Tarif extérieur commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

## Liste des tableaux

Tableau 1: Exécution par grandes masses à fin mars 2020 de la loi de finances initiale (en milliards de gnf).	9
Tableau 2: Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES à fin mars 2020 (en milliards de GNF)	10
Tableau 3: Exécution par grandes fonctions sur base paiement à fin mars 2020 (en milliards de GNF)	11
Tableau 4: Exécution globale des recettes à fin mars 2020 (en milliards de GNF)	17
Tableau 5: Exécution des recettes fiscales par catégorie à fin mars 2020 (en milliards de gnf)	18
Tableau 6: Exécution globale des dons à fin mars 2020 ( en milliards de gnf)	18
Tableau 7: Exécution des autres recettes à fin mars 2020 (en milliards de gnf)	19
Tableau 8: Situation des recettes collectées par la DNI à fin mars 2020 (en milliards de GNF)	22
Tableau 9: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin mars 2020 (en milliards de gnf)	24
Tableau 10: Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin mars 2020 (en milliards de gnf)	26
Tableau 11: Situation des mouvements de crédits à fin mars 2020 (en milliards de gnf)	28
Tableau 12: Exécution globale/grandes natures et phases de la dépense publique hors FINEX	30
Tableau 13: Exécution des projets FINEX à fin mars 2020 (en milliards de GNF)	33
Tableau 14: Exécution des projets financés par l'Union Européenne au 31 mars 2020 (en Mds de GNF)	34
Tableau 14: Situation des délégations de crédits de l'intérieur au 31 mars 2020 (en milliards de GNF)	37
Tableau 15: Situation des délégations de crédits de l'extérieur au 31 mars 2020 (en milliards de GNF)	38
Tableau 16: Etat d'exécution des filets sociaux non productifs	39
Tableau 17: Situation des ressources et des charges de financement à fin mars 2020	40
Tableau 18: Exécution globale/phase de la dépense et par Administration à fin mars 2020 (en de milliards de gnf)	45
Tableau 19: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base engagement) à fin mars 2020 (en de milliards de gnf)	48
Tableau 20: Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement) à fin mars 2020 en de milliards de GNF	51
Tableau 21: Ventilation du budget en fonction des piliers du pndes à fin mars 2020 (en milliards de gnf)	54
Tableau 22: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts ( collectivités) en de milliards de GNF	56
: Tableau 23: Etat d'exécution des subventions et transferts hors collectivités en milliards de gnf	57
Tableau 24: Situation résumée des opérations budgétaires de l'etat (en milliards de gnf)	60

## Liste des graphiques

Graphique 1 : Analyse de l'exécution globale des recettes	17
Graphique 2 : Exécution des recettes par régions à fin mars 2020	20
Graphique 3: Analyse globale des dépenses	30
Graphique 4 : Exécution des dépenses par titre base engagement et paiement	36

## Introduction

Dans le cadre de la promotion de la transparence budgétaire, le nouveau cadre de gestion des finances publiques adopté en 2012 prévoit en ses dispositions pertinentes, notamment l'article 77 de la Loi organique L/2012/n°012/CNT du 6 août 2012 relative aux lois de finances et l'article 17 du décret D/2014/222/PRG/SGG du 31 octobre 2014 portant Cadre de gouvernance des finances publiques, l'élaboration des rapports trimestriels sur l'exécution du budget destinés à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Ces rapports restituent la manière dont l'autorisation parlementaire est exécutée tant en matière de recettes que de dépenses et font apparaître notamment le rythme des rentrées de recettes fiscales et autres recettes, ainsi que celui de consommation des crédits et des opérations de financement.

A cet effet, le ministère du budget s'est résolu, conformément à ses attributions, d'inscrire cette pratique dans son programme d'activités, afin de permettre au Gouvernement de suivre l'exécution de la politique budgétaire en cours d'année ; et à l'Assemblée nationale d'en être pleinement informée. Ce qui permet de nourrir le débat sur la gouvernance publique, le bon emploi des fonds publics et de prendre des mesures correctives en cours d'année ou pour les budgets ultérieurs.

### **Rappel des principaux objectifs de la politique budgétaire**

Les projections budgétaires 2020 tablent sur un taux de croissance du PIB de 5,6%, un taux d'inflation (moyenne annuelle) de 9,2%, un taux de change de 9 256 GNF pour 1 Dollar US et un taux de pression fiscale de 13,14% du PIB.

En cohérence avec la politique monétaire, les objectifs de la politique budgétaire visent : (i) un déficit budgétaire de -3,4% du PIB et un solde budgétaire de base de 0,63% du PIB ; (ii) un taux d'endettement raisonnable ne devant pas dépasser 33,9 % du PIB et le maintien du risque de surendettement à un niveau modéré dans le cadre d'une stratégie d'endettement de moyen terme ; (iii) un encadrement renforcé des recettes intérieures pour consolider progressivement la transition fiscale à l'horizon 2020, échéance de la mise en vigueur complète du TEC CEDEAO et (iv) une composition de la dépense en faveur des services de base et des investissements aptes à impulser la croissance.

La Loi de Finances 2020 se caractérise également par la volonté du Gouvernement de stabiliser le niveau global des dépenses ; de se conformer aux engagements souscrits par la Guinée au près des partenaires au développement ; de relever le niveau de crédits des dépenses régaliennes en vu de garantir l'état de droit et la sécurité ; de promouvoir le développement à la base par l'application effective des transferts de compétences aux collectivités locales à travers la mise en place des fonds destinés au financement de leurs programmes annuel d'investissement ; de consolider et renforcer les efforts de mobilisation des ressources internes par la création du Guichet Unique du Commerce Extérieur et le démarrage des activités de la mission d'appui à la mobilisation des ressources internes ; de renforcer la déconcentration budgétaire ; de rechercher des financements extérieurs sous forme de dons et de prêts concessionnels et de poursuivre la mise en œuvre du plan de réforme des finances publiques.



**Tableau 1: Exécution par grandes masses à fin mars 2020 de la loi de finances initiale (en milliards de gnf)**

Grandes masses	LFI 2020	Objectifs à fin mars 2020	Exécution fin mars 2020	Pourcentage
Recettes intérieures	21 706,23	4 693,33	3 816,01	81,31%
Dépenses courantes	16 468,12	3 678,05	3 618,26	98,37%
Dépenses d'investissement	9 482,49	269,65	326,85	121,21%
Solde de base dons exclus	922,30	448,42	-38,98	-9%
Solde de base dons exclus en % du PIB	0,63%	0,31%	-0,03%	-8,69%

Source : Tofe

### *Contexte de l'exécution budgétaire*

Au cours du premier trimestre de l'année 2020, l'exécution du budget est intervenue dans un contexte caractérisé par les principaux éléments suivants :

- L'organisation du double scrutin référendaire et législatif du 22 mars 2020.
- La crise sanitaire mondiale liée au COVID-19.
- la baisse des recettes dues aux ralentissement de l'activité économique consécutif à la crise sanitaire mondiale
- La baisse du baril sur le marché mondial
- L'accroissement des dépenses suite à la mise en place du plan de riposte du COVID-19

### **Déclinaison du budget en piliers du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES)**

A fin mars 2020, l'exécution du budget en fonction des piliers du PNDES, sur la base des engagements budgétaires, se situe en moyenne à 128,36% par rapport à l'objectif trimestriel et se présente ainsi qu'il suit :

- Pilier I : Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable.....118,57%
- Pilier II : Transformation économique durable et inclusive.....188,10%
- Pilier III : Développement inclusif du capital humain.... 98,54%
- Pilier IV : Gestion durable du capital naturel.....329,28%

Par rapport à l'objectif de la LFI 2020 de 25 073,72 Mds, l'exécution se situe en moyenne à 58,50% contre 12,28% engagés à la même période en 2019 (voir tableau 18).

L'exécution des dépenses d'investissement du PNDES (base paiement) à fin mars 2020 se situe à 762,87 Mds contre une prévision de la LFI de 8 605,60 Mds, soit un taux d'exécution de 8,86%. Cette exécution du PNDES concerne les dépenses sur ressources intérieures pour 39,91 Mds et celles sur les ressources extérieures pour 723,56 Mds qui ont essentiellement servi à financer les investissements des piliers 2 et 3.

**Tableau 2: Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES à fin mars 2020 (en milliards de GNF)**

Libelles	LFI (1)	Plan d'Engagement mars	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paielements	
		mars	mars	Taux	mars	Taux	mars	Taux	mars	Taux
Promotion D'une Bonne Gouvernance au Service Du Developpement Durable	3 871,74	361,75	84,51	23,36%	12,33	3,41%	12,33	3,41%	72,90	20,15%
Dépenses D'investissement	1 538,96	361,75	84,51	23,36%	12,33	3,41%	12,33	3,41%	36,81	10,18%
FINEX	2 332,78		0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	36,0879	#DIV/0!
Transformation Economique Durable et Inclusive	2 829,63	2,42	2,50	103,51 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	652,22	27004,76 %
Dépenses D'investissement	1 124,74	2,42	2,50	103,51 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,50	103,51 %
FINEX	1 704,89		0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	649,7177	#DIV/0!
Developpement Inclusif Du Capital Humain	1 707,75	18,00	3,00	16,67%	3,00	16,67%	3,00	16,67%	37,76	209,76 %
Dépenses D'investissement	678,81	18,00	3,00	16,67%	3,00	16,67%	3,00	16,67%	0,00	0,00%
FINEX	1 028,94		0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	37,7575	#DIV/0!
Gestion Durable Du Capital Naturel	196,48	0,00	2,42	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
Dépenses D'investissement	78,10	0,00	2,42	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
FINEX	118,38		0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!
<b>Total général</b>	<b>8 605,60</b>	<b>382,17</b>	<b>92,42</b>	<b>24,18%</b>	<b>15,33</b>	<b>4,01%</b>	<b>15,33</b>	<b>4,01%</b>	<b>762,87</b>	<b>199,62 %</b>

Sources : DNB/DNSI

## **L'exécution à fin mars 2020 dans les dix fonctions de l'administration**

Pour atteindre ses objectifs socioéconomiques, le Gouvernement continue à axer ses efforts, par ordre d'importance, sur les fonctions Services généraux des administrations publiques, Défense, Affaires économiques et Enseignement qui absorbent 89,15% du montant exécuté au cours du trimestre.

- Les crédits alloués aux services généraux des administrations publiques ont connu une exécution de 1 174,21 Mds soit 41,13% de l'ensemble des dépenses budgétaires à fin mars 2020. Leur taux d'exécution s'est établi à 80,51% par rapport à l'objectif trimestriel. Cette part traduit la rigidité de la structure des dépenses publiques qui fait un biais en faveur des services généraux de l'administration, notamment au niveau du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation dans la coordination de l'action publique.
- L'exécution de la fonction Défense s'est située à hauteur de 494,35 Mds soit 118,86% par rapport à l'objectif trimestriel. Cette fonction représente 17,32% du total des dépenses. Les crédits de cette fonction ont été exécutés au delà des objectifs trimestriels fixés, ce qui a permis d'assurer la défense du territoire, le fonctionnement régulier de l'armée et d'accompagner les réformes des forces de Défense et de Sécurité.
- Les dépenses exécutées en support à la fonction Enseignement représentent 400,86 Mds, soit 14,04% du total des dépenses. Par rapport à l'objectif trimestriel de 432,87 Mds, l'exécution est de 92,60%. Elles couvrent essentiellement l'impact du recrutement des contractuels au niveau de l'Éducation nationale et les dépenses liées aux bourses des étudiants.
- La part des dépenses consacrées à la fonction Affaires économiques s'élève à 475,57 Mds soit 77,74% par rapport à l'objectif trimestriel et représente 16,66% du total des dépenses. Cette exécution explique l'effort du gouvernement dans l'amélioration des infrastructures socio-économiques de base et des projets d'investissement aptes à impulser la croissance. Il s'agit notamment des investissements prévus dans le domaine du développement rural (agriculture, pêche et chasse,...) et celui des infrastructures (combustibles, énergie, transport et travaux publics,...).

**Tableau 3: Exécution par grandes fonctions sur base paiement à fin mars 2020 (en milliards de GNF)**

<b>LIBELLES</b>	<b>LFI 2020</b>	<b>Plan d'Engagement septembre</b>	<b>charges financières de la dette</b>	<b>dépenses de personnel</b>	<b>dépenses de biens et services</b>	<b>dépenses de Transfert</b>	<b>dépenses d'investissement</b>	<b>Total</b>	<b>part</b>
Services Généraux des Administrations Publiques	7 435,03	1 458,44	137,05	267,23	475,11	280,77	14,05	1 174,21	41,13 %
Défense	2 018,78	415,90	0,00	357,95	47,56	66,07	22,77	494,35	17,32 %
Ordre et Sécurité publique	625,30	106,04	0,00	132,36	8,68	8,86	0,00	149,90	5,25%
Affaire Economique	3 630,33	611,72	0,00	133,82	0,00	339,25	2,50	475,57	16,66 %
Protection de l'Environnement	1 008,59	41,52	0,00	31,58	0,00	0,01	0,00	31,58	1,11%

Logement et Equipement Collectif	107,57	7,84	0,00	8,80	0,00	0,01	0,00	8,81	0,31%
SANTE	1 592,35	135,68	0,00	72,06	7,56	0,02	0,00	79,64	2,79%
Loisirs, Culture et Culte	245,10	32,26	0,00	15,78	14,42	0,00	0,00	30,20	1,06%
Enseignement	3 057,32	432,87	0,00	394,23	0,00	6,63	0,00	400,86	14,04 %
Protection Sociale	168,36	13,91	0,00	6,81	2,70	0,00	0,00	9,51	0,33%
Total général	19 888,72	3 256,19	137,05	1 420,61	556,03	701,62	39,31	2 854,62	100%

Le compte rendu de l'exécution budgétaire au 31 mars 2020 s'articule autour des points ci-après :

- I. Situation de mobilisation des recettes budgétaires
- II. Situation d'exécution des dépenses budgétaires
- III. Solde budgétaire
- IV. Opérations de financement
- V. Conclusion.

## **I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES**

### **I.1-Rappel des dispositions fiscales de la LFI 2020**

Pour l'atteinte de ses objectifs de recettes, la loi de finances de l'année 2020 a apporté certaines modifications des dispositions fiscales contenues dans le code général des impôts.

Ces dispositions sont relatives :

- I. Au prelevement forfaitaire, exigible sur :
  1. Les importations de biens effectués par des personnes physiques ou morales non immatriculées à la TVA ;
  2. Les achats de biens et de services réalisés auprès de personnes physiques ou morales non immatriculées à la TVA en Guinée et effectués par :
    - a. L'Etat et les collectivités locales ;
    - b. Les établissements publics, les sociétés d'économie mixtes, les entreprises minières, gazières et pétrolières, les entreprises de carrières, les sociétés de téléphonie, les banques, les sociétés d'assurances, les établissements de microfinances et les sociétés de distribution et d'entrepôt des produits pétroliers ;
  3. Les commissions versées :
    - a. Aux distributeurs non immatriculés à la TVA de produits pétroliers ;
    - b. Aux distributeurs de cartes SIM et de recharges téléphoniques (physiques ou dématérialisées) non immatriculés à la TVA ;
    - c. Aux intermédiaires non immatriculés à la TVA intervenant dans les opérations de transferts d'argent ou de paiement par téléphone (mobile money) ;
- II. Le taux de prelevement est de :

Dix pourcent (10%) pour les opérations visées au 1. et 2. du I ;

Cinq pourcent (5%) pour les opérations visées au 3. du I ;
- III. Le prelevement exigible à l'importation visé au 1. du I. est liquidé sur le bordereau de taxation sur la CAF des importations lors du dédouanement (LFI 2001, art2). Son paiement ne peut être fractionné et doit intervenir avant l'enlèvement des biens importés. (LFI 97, art 25).
- IV. Le prelevement perçu sur les achats locaux visé au 2. du I. ou sur les commissions versées au 3. du I. est retenu à la source par le débiteur au moment du paiement. Les débiteurs, autres que l'Etat et les collectivités locales, doivent déposer une déclaration au titre des opérations soumises au prelevement entre le 1<sup>er</sup> et le 15 du mois suivant celui du règlement de ces opérations.

Art .255. -I. le prelevement visé à l'article 251 est imputable, selon le cas, sur l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, sur l'impôt sur les bénéfices industriels non commerciaux ou l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice au cours duquel les opérations sont réalisées par :

1. L'importateur visé au 1. du I.
  2. Le fournisseur ou prestataire, visé au 2. et 3. du I., qui doit par ailleurs comptabiliser en produits, le montant brut des versements reçus pour la période, y compris le montant des prélèvements forfaitaires.
- II. l'imputation n'est possible que sur présentation :
1. D'une copie du bordereau de douane pour les importations visées au 1. du I.

2. D'une copie de la quittance du paiement du prelevement delivré au débiteur visé au IV de l'article 251.

III. la fraction du prelevement forfaitaire qui n'a pu être imputée ne constitue pas un crédit d'impôts. Elle prend le caractere d'un prelevement forfaitaire definitif.

## C. DISPOSITIONS RELATIVES A LA TAXE UNIQUE SUR LES VEHICULES (TUV)

Article 7/- les dispositions du code général des impôts- taxe unique sur les véhicules sont modifiés ainsi qu'il suit :

### Section I : Montant de la taxe

Art 330. -I. il est perçu annuellement, une taxe unique sur les véhicules (TUV). Elle s'applique sur les véhicules motorisés ainsi que sur les remorques et semi-remorques d'apres les tarifs suivants :

#### **A. Véhicules à moteurs de tourisme**

- |   |             |
|---|-------------|
| 1. Motocyclettes, cyclomoteurs, scooters et véhicules assimilés | 130 000 GNF |
| 2. Voiture jusqu'à 12 CV  | 300 000 GNF |
| 3. Pick-up et véhicules 4X4                                     | 400 000 GNF |

#### **B. Véhicules à moteurs utilitaires, de chantier ou servant de transports de marchandises**

- |                      |               |
|----------------------|---------------|
| 1. Jusqu'à 5 tonnes  | 700 000 GNF   |
| 2. De 6 à 10 tonnes  | 950 000 GNF   |
| 3. De 11 à 15 tonnes | 1 000 000 GNF |
| 4. De 16 à 20 tonnes | 1 300 000 GNF |
| 5. De 20 à 30 tonnes | 1 500 000 GNF |
| 6. Plus de 30 tonnes | 2 000 000 GNF |

#### **C. Remorques et semi-remorques, dont le poids total autorisé en charge (PTAC) est :**

- |                         |               |
|-------------------------|---------------|
| 1. De 5 à 30 tonnes     | 1 500 000 GNF |
| 2. De plus de 30 tonnes | 2 000 000 GNF |

#### **D. Véhicules à moteurs servant au transport du personnel**

- |  |               |
|--|---------------|
| 1. Mototaxis   | 200 000 GNF   |
| 2. Mototaxis tricycles   | 300 000 GNF   |
| 3. Véhicules jusqu'à 5 places autres que les deux ou trois roues | 500 000 GNF   |
| 4. Véhicules de 6 à 10 places                                    | 700 000 GNF   |
| 5. Véhicules de 11 à 20 places                                   | 850 000 GNF   |
| 6. Véhicules de 21 à 30 places                                   | 1 000 000 GNF |
| 7. Véhicules de plus de 30 places                                | 1 200 000 GNF |

#### **E. Engins à moteurs lourds**

- |  |               |
|--|---------------|
| 1. Camions grue, chariot eleveur et hydrocureur  | 2 500 000 GNF |
| 2. Machines de terrassement, grue, bulldozer, pelles mécaniques, marteaux piqueurs, camions de forages | 4 000 000 GNF |

#### **F. Yatches et bateaux de plaisance à moteurs fixes ou hors-bord**

**10 000 000 GNF**

II. Aux fins du I., la remorque et semi-remorque est imposée séparément du véhicule qui la tracte. On entend par,

1. << remorque >> un véhicule sans moteurs destinés à être tiré par un véhicule à moteur ;
2. << semi-remorque >>, un type de remorque qui repose en partie sur le véhicule qui la tracte.

## **Section II : les exonérations**

Art 331 : sont exonérés de la taxe unique sur les véhicules

1. les véhicules des corps diplomatiques et consulaires immatriculés en CMD, CD et en CC ;
2. les véhicules appartenant à l'Etat ou aux collectivités locales immatriculés en VA ou en AN ;
3. les véhicules militaires immatriculés en AG ;
4. les véhicules de la gendarmerie nationale immatriculés en GN ;
5. les véhicules de la police nationale immatriculés en PN ;

## **ARTICLE 8 : EXIGIBILITE, PAIEMENT ET REPARTITION DE LA TAXE**

Art 332.-I. chaque véhicule visé à l'article 330 est passible de la taxe unique sur les véhicules à moteur ;

II. La taxe est exigible chaque année ;

III. Le redevable de la taxe est le propriétaire du véhicule. En cas de cession du véhicule en cours d'année, le nouveau propriétaire n'est pas redevable de la taxe si cette dernière a déjà été acquittée pour l'année en cours.

Art 335.-I. le paiement de la taxe donne droit à la délivrance d'une vignette portant le millésime de l'année pour laquelle, elle est valable et :

1. les véhicules à moteur : la puissance du véhicules ;
2. pour les remorques et semi-remorques : le Poids Total Autorisé en Charge (PTAC) ;

II. La vignette doit être obligatoirement collée :

1. pour les véhicules avec pare-brise : sur la face interne du pare-brise (coté droit) de façon à être apparante ;
2. pour les véhicules sans pare-brise, y compris les remorques et les semi-remorques : sur une partie facilement accessible du véhicule et non interchangeable ;

III. l'administration fiscale communique chaque année la disponibilité des vignettes et la période de paiement de la taxe sans pénalité ; cette période est de trois mois à compter de la date de communication de la disponibilité des vignettes par l'administration. Le montant de la taxe est majoré de vingt-cinq pourcent (25%) si le propriétaire paye cette taxe plus de trois mois après cette date.

Art 337. – le produit de la taxe unique sur les véhicules à moteur est répartie comme suit :

1. part du budget national : trente cinq pourcent (35%)
2. part des collectivités locales : soixante cinq pourcent (65%), réparti comme suit :
  - a) part des préfectures et sous-préfectures : dix-pourcent (10%) ;

b) part des collectivités locales : cinquante-cinq pourcent (55%) ;  
**(LF.2018, art 13)**

Art.338.- Le montant non majoré de la taxe unique sur les véhicules est une charge deductible des bénéfices imposables à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, à l'impôt sur les bénéfices non commerciaux ou à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice en cours.



## I.2-Analyse de l'exécution globale des recettes

L'exécution globale des recettes du budget de l'Etat suivant la situation communiquée par les régies au 31 mars 2020 se chiffre à 3 868,02 Mds contre un objectif à fin mars 2020 de 4 194,17 Mds, soit un taux d'exécution de 92,22%. Les recettes ainsi mobilisées se répartissent en recettes fiscales pour 3 702,48 Mds (95,72%), dons, legs et fonds de concours pour 111,85 Mds (2,89%) et les autres recettes pour 53,69 Mds (1,39%).

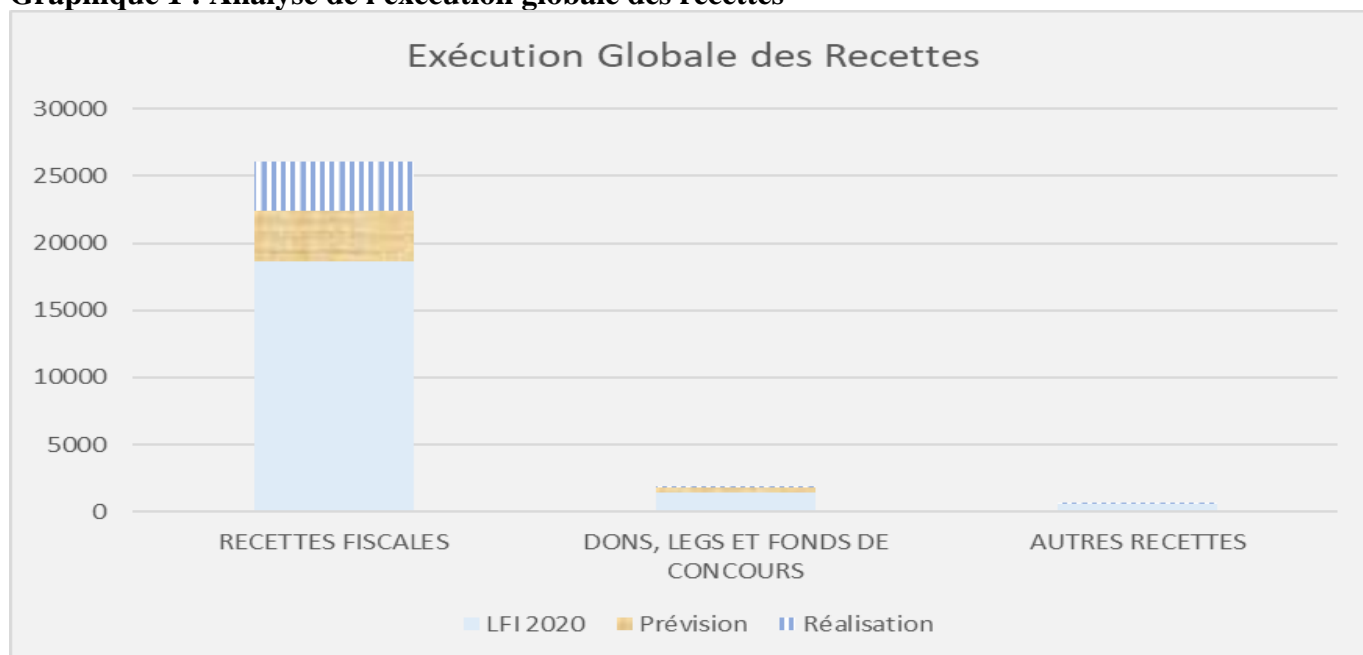
Sur la base des prises en charge comptable, le niveau global d'exécution des recettes se chiffre à 3 816,01 Mds.

**Tableau 4: Exécution globale des recettes à fin mars 2020 (en milliards de GNF)**

Libellés	LFI 2020	Situation à fin mars 2020			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	18 605,48	3 802,74	3 702,48	97,36%	95,72%
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 410,00	352,50	111,85	31,73%	2,89%
3 AUTRES RECETTES	566,10	38,93	53,69	137,93%	1,39%
<b>Total général</b>	<b>20 581,58</b>	<b>4 194,17</b>	<b>3 868,02</b>	<b>92,22%</b>	<b>100,00%</b>

Sources :REGIES DE RECETTES

**Graphique 1 : Analyse de l'exécution globale des recettes**



## I.2-1 Analyse de l'exécution par nature de recettes

### 1.1 Recettes fiscales

Les recettes fiscales ont été réalisées à hauteur de 3 702,48 Mds contre une prévision trimestrielle de 3 802,48 Mds soit un taux d'exécution de 97,36%.

Cette mobilisation résulte essentiellement des efforts enregistrés au niveau des impôts sur les biens et services pour 2 258,26 Mds (60,99%), les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 962,82 Mds (26,00%) et les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 386,23 Mds (10,43%).

Le tableau ci-dessous indique les niveaux et taux d'exécution des recettes fiscales par catégorie.

**Tableau 5: Exécution des recettes fiscales par catégorie à fin mars 2020 (en milliards de gnf)**

Libellés	LFI 2020	prévision fin mars 2020	Réalisation fin mars2020	Taux	part
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 633,13	531,73	386,23	72,64%	10,43%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	352,03	214,38	78,92	36,81%	2,13%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	93,28	12,96	7,99	61,67%	0,22%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	10 453,57	2 121,81	2 258,26	106,43%	60,99%
15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	4 073,47	921,87	962,82	104,44%	26,00%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	0,00	0,00	8,26	#DIV/0!	0,22%
<b>TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>18 605,48</b>	<b>3 802,74</b>	<b>3 702,48</b>	<b>97,36%</b>	<b>100,00%</b>

Sources : REGIES DE RECETTES

### 1.2 Dons, Legs et Fonds de concours

Sur une prévision en Loi de finances 2020 de 2 203,15 Mds, il a été exécuté au titre des dons, legs et fonds de concours 195,39 Mds, soit 33,95%. Cette exécution concerne les dons projets et programmes pour 111,85 Mds et le BAS ANAFIC 83,54 Mds.

**Tableau 6: Exécution globale des dons à fin mars 2020 ( en milliards de gnf)**

Libellés	LFI 2020	Situation à fin mars2020			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
<b>2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS</b>	<b>1 410,00</b>	<b>352,50</b>	<b>111,85</b>	31,73%	57,25%
DONS PROJETS ET PROGRAMMES	<b>950,00</b>	237,50	111,85	47,10%	57,25%
DONS APPUI BUDGETAIRE	<b>460,00</b>	115,00	0,00	0,00%	0,00%
C2D	<b>251,74</b>	62,93	0,00	0,00%	0,00%
BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)yc(FODECON/RSU)	541,41	160,08	83,54	52,19%	42,75%
<b>Total général</b>	<b>2 203,15</b>	<b>575,51</b>	<b>195,39</b>	<b>33,95%</b>	<b>100,00%</b>

### 1.3 Autres recettes

Les autres recettes ont été réalisées au 31 mars 2020 à hauteur de 53,69 Mds sur une prévision trimestrielle de 38,93 Mds, soit un taux d'exécution de 137,93%. Ce niveau de réalisation porte sur les revenus de la propriété pour 25,88 Mds, (48,19), les ventes de biens et services pour 23,30 Mds , les recettes diverses pour 81,10 Mds, soit 43,39%, et les amendes, pénalités et confiscations pour 0,02 Mds (0,04%).

Le tableau ci-dessous présente les autres recettes par catégorie et taux d'exécution.

**Tableau 7: Exécution des autres recettes à fin mars 2020 (en milliards de gnf)**

Libellés	LFI 2020	Prévision fin mars 2020	Réalisation fin mars 2020	Taux	Part
3 AUTRES RECETTES	566,10	38,93	53,69	137,93%	100,00%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	395,91	0,00	25,88	#DIV/0!	48,19%
312 Dividendes	395,91	0,00	25,88	#DIV/0!	48,19%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	126,04	32,18	23,30	72,39%	43,39%
321 Ventes des établissements marchands	46,92	14,60	6,42	43,95%	11,95%
322 Droits et frais administratifs	79,11	17,58	16,88	96,00%	31,44%
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	11,52	0,03	0,02	80,00%	0,04%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	11,52	0,03	0,02	80,00%	0,04%
35 RECETTES DIVERSES	32,64	6,72	4,50	66,98%	8,38%
351 Recettes diverses	32,64	6,72	4,50	66,98%	8,38%
<b>Total général</b>	<b>566,10</b>	<b>38,93</b>	<b>53,69</b>	<b>137,93%</b>	<b>100,00%</b>

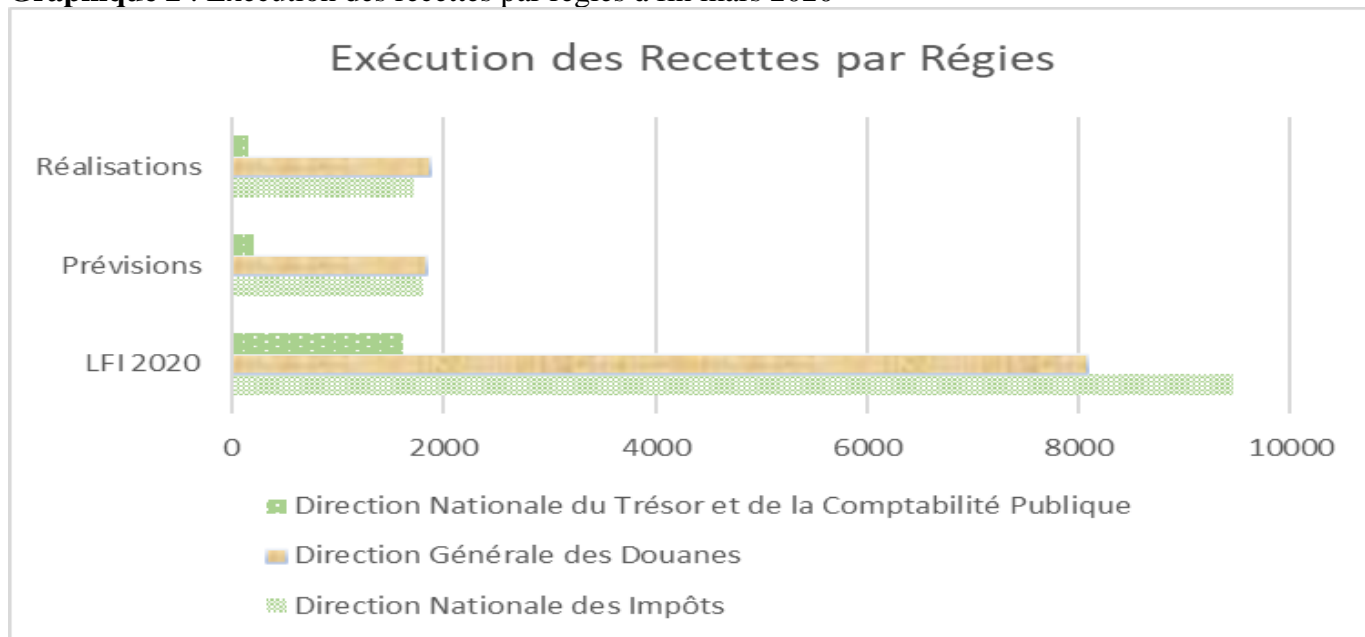
Sources :TDB/DNTCP

#### I.2-2 Analyse de la réalisation des recettes par régie

Sur un objectif au 31 mars 2020 de 3 842,32 Mds, les régies financières ont mobilisé un montant de 3 752,98 Mds, soit un taux d'exécution de 97,67%.

Cette réalisation provient de la Direction Nationale des Impôts pour 1 797,03 Mds (45,75%), la Direction Générale des Douanes pour 1 878,65 Mds (50,06%) et la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour 157,30 Mds (4,19%).

**Graphique 2 : Exécution des recettes par régies à fin mars 2020**



#### – Direction Nationale des Impôts (DNI)

A fin mars 2020, la Direction Nationale des Impôts a réalisé un montant de 1 717,03 Mds sur un objectif de 1 797,61 Mds, soit un taux de mobilisation de 95,52%. La moins-value qui se dégage est de 4,48%.

La part de chaque nature de recettes est par ordre d'importance de 72,02% pour les impôts sur les biens et services, 22,45% pour les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital, 4,59% pour les impôts sur les salaires et la main d'œuvre, 8,26 Mds pour les autres recettes fiscales (0,48%) et 7,99 Mds (0,46%) pour les impôts sur le patrimoine.

Comparé à la prévision annuelle de 9 458,56 Mds, la DNI a réalisé au titre du premier trimestre 2020 un taux de 18,15%.

L'analyse de ce niveau de réalisation se présente comme suit par rubrique de recettes :

##### a) Impôts sur les revenus des personnes physiques :

La contreperformance de cette rubrique s'explique par des moins-values enregistrées sur :

- les impôts sur le revenu des capitaux mobiliers : la non distribution des dividendes par la plupart des gros contribuables justifie la moins-value sur cette ligne ;
- le prélèvement sur le bénéfice industriel et commercial (BIC) et sur le bénéfice net commercial (BNC) : La moins-value de ces lignes s'explique par le fait que cette période n'est pas l'échéance légale de sa déclaration et de son paiement ;
- le prélèvement forfaitaire à l'importation : la baisse des importations des acteurs de l'informel ne remplissant pas les conditions d'assutissements à la TVA explique la contreperformance enregistrée sur cette ligne ;

- le prélèvement forfaitaire sur les achats locaux : la non réalisation de l'objectif trimestriel est due à l'accumulation d'importants arriérés interieures au niveau du trésor public.

Ces moins-values sont atténuées par de légers dépassements sur les impôts sur le traitement du personnel de l'Etat, les retenus sur traitements et salaires autres personnels ainsi que les retenus à la source sur les revenus non salariaux.

**b) Impôts sur les salaires et la main d'œuvre :**

Le manque à gagner sur cette ligne est imputable à la baisse de la masse salariale au niveau de certaines entreprises assujeties au versement forfaitaire et à la taxe d'apprentissage.

**c) Impôts sur les bénéfices des sociétés et autres entreprises :**

Le manque à gagner sur cette ligne s'explique d'une part par le fait que l'échéance légale de la déclaration et du paiement des impôts sur les autres sociétés n'est pas arrivée et d'autre part le plafonement du taux de l'impôt minimun forfaitaire.

**d) Impôts sur la propriété immobilière :**

La non atteinte de l'objectif trimestriel au niveau de cette rubrique est imputable au delai légal de paiement de la CFU qui s'étend du 1er janvier au 30 juin de chaque année. Des actions sont en cours pour le paiement de cet impôt dans les délais légaux.

**e) Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises**

La contreperformance enregistrée au niveau de cette rubrique est liée à la faiblesse du volume d'importation des véhicules d'occasion.

**f) Impôts sur les services déterminés :**

La non atteinte de l'objectif trimestriel s'explique par la baisse des souscriptions des adhérents aux contrats d'assurance voyage et responsabilité civile au cours de la periode. Le rendement de cette taxe s'améliorera grâce à l'application du décret portant code des assurances signée depuis le 11 janvier 2019 ;

**g) Taxes d'accès au réseau de télécommunication (TARTEL) et taxes sur la consommation téléphoniques (TCT) :**

La contreperformance enregistrée au niveau de ces recettes est due à la non maîtrise par l'Administration fiscale des flux entrants et sortants que constituent la base taxable de ces impôts. Un operateur technique spécialisé devrait être recruté pour permettre le contrôle efficace des opérations de téléphonie.

**h) Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes :**

La non atteinte de l'objectif assignée pour la collecte de ces impôts est imputable, d'une part, à la contreperformance enregistrée au niveau des droits des sociétés due à la non maîtrise de sa base imposable et la faiblesse du civisme fiscal des assujettis et, d'autre part, au manque à gagner constaté sur le droit de mutation d'immeubles pendant cette période, où il n'y a eu aucune cession d'actions de biens meubles et immeubles déclarées à l'administration fiscale.

### i) Autres recettes fiscales :

Le manque à gagner enregistré au niveau des autres recettes fiscales est lié à la non maîtrise de la base imposable des autres droits d'enregistrement et la faiblesse du civisme fiscal des redevables.

Le tableau ci-dessous présente les recettes mobilisées par la DNI.

**Tableau 8: Situation des recettes collectées par la DNI à fin mars 2020 (en milliards de GNF)**

Libellés	LFI 2020	Situation à fin mars 2020			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	9 458,56	1 797,61	1 720,221	95,69%	100,00%
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 633,13	531,73	386,229	72,64%	22,45%
111 Impôts sur les revenus des personnes physiques	1 232,93	106,78	250,701	234,78%	14,57%
112 Impôts sur les bénéfices des Sociétés et autres entreprises	2 400,20	424,95	135,528	31,89%	7,88%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	352,03	214,38	78,916	36,81%	4,59%
121 Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	352,03	214,38	78,916	36,81%	4,59%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	93,28	12,96	7,991	61,67%	0,46%
131 Impôts sur la propriété immobilière	68,76	12,96	4,708	36,34%	0,27%
132 Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	24,52	0,00	3,282	#DIV/0!	0,19%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	5 380,13	1 039	1 238,826	119,28%	72,02%
141 Impôts généraux sur les biens et services	3 780,26	662,54	945,601	142,72%	54,97%
142 Les accises	37,82	0,00	8,900	#DIV/0!	0,52%
143 Impôts sur les services déterminés	452,07	106,67	51,701	48,47%	3,01%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	1 109,98	269,34	232,624	86,37%	13,52%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	0,00	0,00	8,260	#DIV/0!	0,48%
161 Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	0,00	0,00	8,260	#DIV/0!	0,48%
<b>Total</b>	<b>9 458,56</b>	<b>1 797,61</b>	<b>1 717,03</b>	<b>95,52%</b>	<b>99,81%</b>
<b>Autres Comptes à Recevoir (Ex clos)</b>	6,06	1,78	3,19	<b>179,49%</b>	0,19%
<b>Total YC Autres comptes à recevoir(Ex clos)</b>	<b>9 464,61</b>	<b>1 799,39</b>	<b>1 720,22</b>	<b>95,60%</b>	<b>100,00%</b>

Source :DNI

### – Direction Générale des Douanes (DGD)

Les recettes mobilisées par la Direction Générale des Douanes, à fin mars 2020, se chiffrent à 1 878,65 Mds sur une prévision à fin mars de 1 846,34 Mds, soit un taux de réalisation de 101,75%. Ce niveau de mobilisation des recettes douanières porte sur les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 962,82 Mds et les impôts sur les biens et services pour 915,83 Mds.

L'exécution des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales représente 51,25% de l'ensemble des recettes mobilisées par la DGD. Elle porte

essentiellement sur les droits de douanes et autres droits à l'importation pour 737,45 Mds, soit 80,52% et les taxes à l'exportation pour 225,37 Mds, soit 19,48%.

En ce qui concerne les impôts sur biens et services, l'exécution représente 42,26% et porte sur les impôts généraux sur les biens et services pour 772,37 Mds (84,33%) et les accises pour 143,47 Mds (15,67%).

La performance réalisée par la DGD s'explique essentiellement par les facteurs ci-après :

a) Au niveau des Impôts sur les biens et services:

La performance des recettes enregistrées sur les biens et services se situe essentiellement au niveau des rubriques TSPP et TVA à l'importation. Cette situation s'explique notamment par l'augmentation du volume de la consommation trimestrielle qui est passé de 704, 57 tonne metrique (TM) en 2019 à 789,70 TM en 2020.

Aussi, il faut signaler qu'avec la baisse du prix de baril enregistrée au début de l'année et le maintien du prix du carburant à la pompe a entrainé une augmentation des recettes des produits pétroliers, notamment la TSPP.

La performance réalisée peut être expliquée par la combinaison de plusieurs facteurs dont entre autres:

- L'application du Tarif Extérieur Commun (TEC) avec la Taxe d'ajustement à l'importation (TAI) qui a eu un impact réel sur les recettes et sur les activités économiques.
- Les effets positifs des réformes sur les recettes, notamment le paiement des droits par virement RTGS et le gain de temps qu'apportent la rationalisation des procedures au cordon douanier.

En effet, depuis le début de l'année 2017 et suite à la fin du contrat sur le PVI, la Direction Générale des Douanes a mené des réformes allant dans le sens de l'augmentation et de la sécurisation des recettes ainsi que de la facilitation des transactions du commerce international. Ces mesures de réformes sont entre autres :

- 1- La mise en place d'une nouvelle procédure de dédouanement des marchandises après la fin du contrat avec le Bureau Veritas.

Cette procédure a permis de réduire les délais et les coûts du dédouanement contribuant au gain de temps et de charge pour les opérateurs économiques, favorisant ainsi l'activité économique.

- 2- La création d'une Section Valeur qui a permis de renforcer et d'alimenter la base de données ou fichiers valeurs des produits sensibles et/ou grands pourvoyeurs de recette. Cette Section assiste les Unités chargées de dédouanement à la détermination de la valeur en douane.

- 3- L'Institutionnalisation de la production obligatoire d'une copie de la déclaration d'exportation du pays d'exportation des marchandises indiquant les éléments d'assiettes des marchandises importées en Guinée (valeur, espèce tarifaire, poids, quantité, etc. ....)
- 4- La création et l'opérationnalisation de la Division du Renseignement d'Analyse de Recherche et de l'Orientation du Contrôle (DRAROC), qui a permis de développer le renseignement dans la lutte contre la fraude (LCF).
- 5- Le suivi rigoureux de la régularisation des soumissions d'enlèvement en procédure simplifiée allant jusqu'au blocage des transitaires pour le recouvrement des recettes.
- 6- L'augmentation du volume de la production des Sociétés minières évoluant dans le secteur de la bauxite et autres telles que la Société Minière de Boké (SMB), la Compagnie de Développement des Mines de Chine (CDM-CHINE), la Guinéenne de Mines (GDM), les compagnies Bel Air Mining et COBAD qui ont reconforté le niveau des recettes d'exportation (DFS).
- 7- La mise en place d'une Commission de recouvrements des restes à recouvrer au sein de la Direction Générale des Douanes pour renforcer la Division chargée de recouvrements des restes à recouvrer (ex-clos). Toujours pour renforcer la même Division de recouvrements, le renouvellement des Cautions pour la profession des Commissionnaires agréés en douanes pour l'Exercice 2019 était subordonné par le paiement des restes à recouvrer au titre des Exercices 2016, 2017 et 2018.

**Tableau 9: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin mars 2020 (en milliards de gnf)**

Libellés	LFI 2020	prévision fin mars 2020	Réalisation fin mars 2020	Taux	Part
<b>14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES</b>	<b>4 015,39</b>	<b>924,47</b>	<b>915,83</b>	<b>99,07%</b>	<b>42,26%</b>
<b>141 Impôts généraux sur les biens et services</b>	<b>3 369,30</b>	<b>765,28</b>	<b>772,37</b>	<b>100,93%</b>	<b>35,64%</b>
14110 Taxes sur la valeur ajoutée (TVA)	3 369,30	765,28	772,37	100,93%	35,64%
1411002 TVA à l'importation	3 200,40	723,05	722,17	99,88%	33,32%
1411003 TVA sur FINEX	168,90	42,23	50,19	118,87%	2,32%
<b>142 Les accises</b>	<b>646,09</b>	<b>159,20</b>	<b>143,47</b>	<b>90,12%</b>	<b>6,62%</b>
14210 Droits d'accises	90,05	20,19	27,27	135,06%	1,26%
14211 Taxe spécifique sur les produits pétroliers	556,03	139,01	116,20	83,59%	5,36%
<b>15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES</b>	<b>4 073,47</b>	<b>921,87</b>	<b>962,82</b>	<b>104,44%</b>	<b>44,43%</b>
<b>151 Droits de douanes et autres droits à l'importation</b>	<b>3 071,34</b>	<b>699,15</b>	<b>737,45</b>	<b>105,48%</b>	<b>34,03%</b>
15110 Droit fiscal à l'Importation	2 504,23	565,55	584,65	103,38%	26,98%
15111 Droit de Magasinage	0,41	0,09	0,06	69,11%	0,00%
15112 Taxe d'Entreposage	81,15	20,98	20,07	95,67%	0,93%
15113 Redevances de liquidation	419,93	96,73	117,34	121,30%	5,41%
15114 Produit de Ventes aux Enchères	1,03	0,26	1,03	398,97%	0,05%
15115 Taxe Enregistrement Douane	38,05	9,63	8,55	88,85%	0,39%
15116 Taxes conjoncturelles de protection	21,12	4,60	4,07	88,44%	0,19%
15118 Amendes et confiscations douanières	5,41	1,31	0,12	8,81%	0,01%



15119 Redevances de prestation administratives	0,00	0,00	1,56	-	0,07%
<b>152 Taxes à l'exportation</b>	<b>1 002,14</b>	<b>222,72</b>	<b>225,37</b>	<b>101,19%</b>	<b>10,40%</b>
15210 Taxes à l'exportation sur les substances autres minières	1 002,14	222,72	224,96	101,00%	10,38%
15213 Droit fiscal à la Sortie	0,00	0,00	0,41	-	0,02%
<b>Total</b>	<b>8 088,86</b>	<b>1 846,34</b>	<b>1 878,65</b>	<b>101,75%</b>	<b>86,69%</b>
Autres Comptes à Recevoir (Exclos)	200,96	144,69	211,55	146,21%	9,76%
RER	302,31	75,58	77,00	101,88%	3,55%
<b>Total yc RER et Autre compte</b>	<b>8 592,12</b>	<b>2 066,61</b>	<b>2 167,20</b>	<b>104,87%</b>	<b>100,00%</b>

Sources : DGD

#### – Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

A fin mars 2020, la recette centrale du Trésor a mobilisé 157,30 Mds sur un objectif trimestriel de 198,37 Mds, soit un niveau de réalisation de 79,30%. Cette réalisation concerne les recettes fiscales pour 103,60 Mds représentant 65,87% des recettes mobilisées par cette régie financière avec un taux d'exécution de 65,25% et les autres recettes pour 53,69 Mds constituant 34,13% du total de recettes, avec un taux d'exécution de 137,93%. Il convient de préciser que les recettes fiscales sont en grande partie constituées des recettes en devises du secteur minier pour lesquelles l'Agence comptable centrale du Trésor est comptable assignataire et de diverses redevances collectées par la Recette centrale du Trésor, en collaboration avec les services d'assiette des ministères sectoriels.

La contreperformance enregistrée au niveau de cette régie s'explique par les moins-values constatées sur les recettes fiscales 55,18 Mds atténuée par une plus-value enregistrée au niveau des autres recettes (15 Mds).

Il est à noter que les recettes fiscales collectées ne concernent que les taxes sur l'utilisation et l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des services.

L'exécution des autres recettes concernent les revenus de la propriété pour 25,88 Mds, les ventes de biens et services pour 23,30 Mds, les recettes diverses pour 4,50 Mds et les amendes, pénalités et confiscations pour 0,02 Md .

**Tableau 10: Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin mars 2020 (en milliards de gnf)**

Libellés	LFI 2020	prévision fin mars 2020	Réalisation fin mars 2020	Taux	part
<b>1 RECETTES FISCALES</b>	<b>1 058,06</b>	<b>158,79</b>	<b>103,60</b>	<b>65,25%</b>	<b>65,87%</b>
<b>14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES</b>	<b>1 058,06</b>	<b>158,79</b>	<b>103,60</b>	<b>65,25%</b>	<b>65,87%</b>
<b>141 Impôts généraux sur les biens et services</b>	<b>489,42</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>#DIV/0!</b>	<b>0,00%</b>
14111 Taxes sur la vente de produits miniers	489,42	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
1411101 Taxes sur la vente de bauxites	489,42	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
1411104 Taxes sur la vente de pierres précieuses	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
<b>144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités</b>	<b>568,64</b>	<b>158,79</b>	<b>103,60</b>	<b>65,25%</b>	<b>65,87%</b>
14417 Redevances sociétés de pêche	128,26	48,90	37,32	76,32%	23,73%
14418 Redevance comptoirs acheteurs collecte. (diamant)	9,77	2,51	1,35	53,75%	0,86%
14419 Redevances exploitation minières	235,15	51,21	39,54	77,22%	25,14%
Permis d'importation et d'exportation de Marchandises(DDI-DDE)	34,57	7,50	3,84	51,22%	2,44%
14422 Redevances Téléphone Mobile GSM	193,06	48,27	21,46	44,46%	13,64%
14425 Redevances chasses et faune	2,39	0,40	0,09	22,72%	0,06%
<b>3 AUTRES RECETTES</b>	<b>566,10</b>	<b>38,93</b>	<b>53,69</b>	<b>137,93%</b>	<b>34,13%</b>
<b>31 REVENU DE LA PROPRIETE</b>	<b>395,91</b>	<b>0,00</b>	<b>25,88</b>	<b>#DIV/0!</b>	<b>16,45%</b>
<b>312 Dividendes</b>	<b>395,91</b>	<b>0,00</b>	<b>25,88</b>	<b>#DIV/0!</b>	<b>16,45%</b>
31210 Dividendes perçus	395,91	0,00	25,88	#DIV/0!	16,45%
<b>32 VENTE DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>126,04</b>	<b>32,18</b>	<b>23,30</b>	<b>72,39%</b>	<b>14,81%</b>
<b>321 Ventes des établissements marchands</b>	<b>46,92</b>	<b>14,60</b>	<b>6,42</b>	<b>43,95%</b>	<b>4,08%</b>
32110 Locations d'actifs produits	32,10	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
32111 Locations d'actifs non produits	14,82	7,37	6,42	87,01%	4,08%
32111 Redevances domaniales	14,82	7,22	6,28	86,92%	3,99%
<b>322 Droits et frais administratifs</b>	<b>79,11</b>	<b>17,58</b>	<b>16,88</b>	<b>96,00%</b>	<b>10,73%</b>
32211 Frais judiciaires	0,86	0,18	0,16	92,54%	0,10%
32212 Recettes Consulaires	6,95	1,38	0,04	2,72%	0,02%
32222 ventes de passeports	45,00	10,25	7,43	72,51%	4,72%
32214 Visa d'entrée sur le sol Guinéen	2,50	0,35	0,82	236,29%	0,52%
32214 Cartes de séjour étrangers résidents	2,50	0,49	0,57		
32216 Droits et Frais de cartes nationale d'identité	2,88	0,50	0,07		0,04%
32217 Vente de documents administratifs	4,12	1,03	6,27	609,23%	3,99%
32219 Droits Topographiques	1,46	0,32	0,00	0,00%	0,00%
32223 Permis de conduire	1,62	0,36	0,00	0,00%	0,00%
32220 Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	10,92	2,73	1,53	55,91%	0,97%
32221 Autres droits et frais administratifs	0,31	0,00	0,00	-	0,00%
<b>323 Ventes résiduelles des établissements non marchands</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-</b>	<b>0,00%</b>
32310 Recettes des publications	0,00	0,00	0,00	-	0,00%
<b>33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS</b>	<b>11,52</b>	<b>0,03</b>	<b>0,02</b>	<b>80,00%</b>	<b>0,01%</b>
<b>331 Amendes, Pénalités et Confiscations</b>	<b>11,52</b>	<b>0,03</b>	<b>0,02</b>	<b>80,00%</b>	<b>0,01%</b>
33110 Amendes judiciaires	0,90	0,00	0,00	-	0,00%
3311100 Amendes Polices routières	1,56	0,03	0,02	80,00%	0,01%
33112 Amendes Gendarmerie routière	0,91	0,00	0,00	-	0,00%

33113 Amendes Pêche	8,16	0,00	0,00	-	0,00%
33114 Pénalité de retard sur les marchés administratifs	0,00	0,00	0,00		0,00%
<b>35 RECETTES DIVERSES</b>	<b>32,64</b>	<b>6,72</b>	<b>4,50</b>	<b>66,98%</b>	<b>2,86%</b>
<b>351 Recettes diverses</b>	<b>32,64</b>	<b>6,72</b>	<b>4,50</b>	<b>66,98%</b>	<b>2,86%</b>
35110 Recettes sur prestations sportives	0,15	0,00	0,00		0,00%
35111 Ristournes sur les droits d'auteurs	1,60	0,00	0,00		0,00%
35112 Ristournes sur les recettes des jeux	30,88	6,72	4,50	66,92%	2,86%
35113 Recettes en atténuation des dépenses	0,00	0,00	0,00		0,00%
35114 Recettes Exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	-	0,00%
<b>Total DNTCP</b>	<b>1 624,16</b>	<b>197,71</b>	<b>157,30</b>	<b>79,56%</b>	<b>100,00%</b>
<b>Total CADASTRE</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		0,00%
3211005 Location d'infrastructures minières	0,00	0,00	0,00		0,00%
<b>Total DNTCP yc CADASTRE</b>	<b>1 624,16</b>	<b>198,37</b>	<b>157,30</b>	<b>79,30%</b>	<b>100,00%</b>

Sources : TDB/DNTCP

## II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires à fin mars 2020 porte sur les aspects suivants :

- Situation des mouvements de crédits ;
- Analyse globale des dépenses ;
- Analyse des dépenses par titre ;
- Situation des restes à payer.

### II -1 Situation des mouvements de crédits

Les mouvements des crédits intervenus à fin mars 2020 s'équivalent en annulation et en ouverture à 92,80 Mds. Ces mouvements de crédits ont revu à la baisse les crédits des dépenses communes pour 4,06 Mds afin de conforter les crédits des Ministères de l'Action Sociale, de la Promotion Feminine et de l'Enfance et du Budget respectivement pour 0,60 Md et 3,46 Mds.

**Tableau 11: Situation des mouvements de crédits à fin mars 2020 (en milliards de gnf)**

Sections	Ministères/Institutions	LFI	Modifications			Crédits actuels
			Ouverture	Annulation	Total	
1	Présidence de la Rep	372,20	0,00	0,00	0,00	372,20
2	Primature	87,76	0,00	0,00	0,00	87,76
3	Min.de la Défense	2 018,78	16,00	16,00	0,00	2 018,78
4	Min.Admin.Terr.Dec	847,39	0,00	0,00	0,00	847,39
5	Min.Sécurité.Prot.Ci	358,17	2,00	2,00	0,00	358,17
6	Min.Justice.Gar.Scea	153,34	0,00	0,00	0,00	153,34
7	Min.Aff.Etran.GEtran	404,42	0,00	0,00	0,00	404,42
8	Ministère du Plan	79,94	0,00	0,00	0,00	79,94
9	Min.Eco.et Finances	180,71	0,00	0,00	0,00	180,71
10	Min. Travail et FP	156,04	0,00	0,00	0,00	156,04
11	Min.de l'Agr	330,14	0,00	0,00	0,00	330,14
12	Min.Pêche & Aquacul	57,20	1,20	1,20	0,00	57,20
13	Min.Géo.Min	72,33	0,00	0,00	0,00	72,33
14	Min.EtatTravaux.Pub.	762,96	0,00	0,00	0,00	762,96
15	Min.Urb.Habit. Const	107,57	0,00	0,00	0,00	107,57
16	Mn.Comm	45,37	0,00	0,00	0,00	45,37
17	Min. Hotel. Tourisme	40,86	0,00	0,00	0,00	40,86
18	Min.Santé.Hy.Publiq	1 592,35	60,93	60,93	0,00	1 592,35
19	Min.Aff.Soc.P.F.& E.	168,36	0,60	0,00	0,60	168,96
20	Min. Ens.pré.univ	1 985,28	0,00	0,00	0,00	1 985,28
21	Min.Emp. Ens.Tech&FP	254,95	0,00	0,00	0,00	254,95
22	Minist. Information	46,00	0,28	0,28	0,00	46,00
23	Min. Jeun.Emploi Jeu	57,04	0,00	0,00	0,00	57,04

24	Assemblée.Nationale	188,78	0,00	0,00	0,00	188,78
25	Cour Suprême	26,39	0,00	0,00	0,00	26,39
26	Haute Autorité. Comm	16,01	0,00	0,00	0,00	16,01
27	Conseil Eco. Social	22,92	0,00	0,00	0,00	22,92
28	Secr. Gal Gouv	8,70	0,00	0,00	0,00	8,70
29	Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	25,97	0,00	0,00	0,00	25,97
30	Sec. Affair.Relig.	66,62	0,00	0,00	0,00	66,62
31	Min.EnvIRON.Eaux.For	218,82	0,00	0,00	0,00	218,82
32	Ministère Transports	84,82	0,00	0,00	0,00	84,82
33	Grande Chancel.	11,40	0,00	0,00	0,00	11,40
34	Min. Ens.Sup.Rec.	817,09	8,33	8,33	0,00	817,09
35	Grands Projets	122,72	0,00	0,00	0,00	122,72
36	Min.Etat Energie Env	2 526,44	0,00	0,00	0,00	2 526,44
37	Min. Tél. Econ.Num	78,57	0,00	0,00	0,00	78,57
40	Ministère Elevage	40,15	0,00	0,00	0,00	40,15
41	Min.Industrie et PME	54,07	0,00	0,00	0,00	54,07
43	Min.Cultu.Arts.Patri	188,06	0,00	0,00	0,00	188,06
46	Sec Etat Anti drogue	5,67	0,00	0,00	0,00	5,67
50	Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	0,00	0,00	3,79
64	Min.du Budget	130,62	3,46	0,00	3,46	134,08
67	Médiateur.Répub	22,56	0,00	0,00	0,00	22,56
69	CENI	323,55	0,00	0,00	0,00	323,55
72	Cours.Const	21,99	0,00	0,00	0,00	21,99
73	Cour des Comptes	52,10	0,00	0,00	0,00	52,10
74	Haute Cour de Justic	1,59	0,00	0,00	0,00	1,59
75	Haut Conseil Collect	2,17	0,00	0,00	0,00	2,17
76	Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,85	0,00	0,00	0,00	6,85
77	Min.UniteNat.Citoy	15,02	0,00	0,00	0,00	15,02
78	Ministere en charge des investissements et du partenariat public-prive	26,81	0,00	0,00	0,00	26,81
79	Ministere charge des hydrocarbure	25,20	0,00	0,00	0,00	25,20
80	ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	180,69	0,00	0,00	0,00	180,69
98	Autres dépenses de la presidence de la republique	230,41	0,00	0,00	0,00	230,41
99	Dépenses Communes	4 163,00	0,00	4,06	-4,06	4 158,94
<b>Total</b>		<b>19 888,72</b>	<b>92,80</b>	<b>92,80</b>	<b>0,00</b>	<b>19 888,72</b>

Sources : DNB/DNSI

## II-2 Analyse globale des dépenses

L'exécution des dépenses y compris FINEX au 31 mars 2020 se chiffre à 3 616,06 Mds contre un objectif trimestriel de 3 256,19 Mds soit un taux d'exécution de 111,05%.

Comparée aux prévisions de la LFI 2020 de 26 730,72 Mds, l'exécution des dépenses y compris FINEX s'est située 13,53%.

L'exécution hors finex, base paiement, se chiffre à 2 854,62 Mds contre l'objectif trimestriel de 3 256,19 Mds, soit 87,67%. Cette exécution concerne les dépenses courantes pour 2 815,30 Mds (98,62%) et les dépenses d'investissement sur ressources propres pour 39,31 Mds soit 1,38%.

Cependant, les dépenses engagées se sont établies à 4 179,69 Mds, soit 68,30 % par rapport aux dépenses payées hors finex.

Le niveau global d'exécution des dépenses, sur la base des prises en charge comptables y compris finex, se chiffre à 4 028,64 Mds.

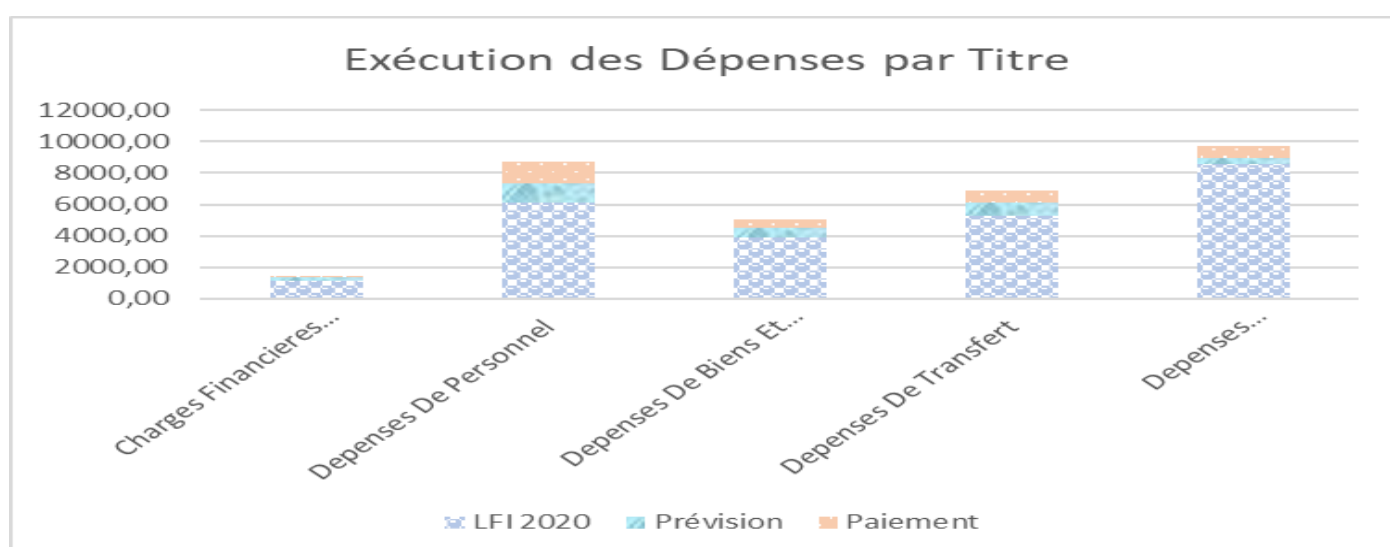
Le tableau ci-dessous présente l'exécution des dépenses par titre

**Tableau 12: Exécution globale/grandes natures et phases de la dépense publique hors FINEX**

Libellés	LFI	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement mars	Engagements		Paiements	
					mars	Taux	mars	Taux
Charges Financières De La Dette	1 154,00	0,00	1 154,00	190,80	137,05	71,83%	137,05	71,83%
Depenses De Personnel	6 141,70	0,00	6 141,70	1194,23	1 570,79	131,53%	1 420,61	118,96%
Depenses De Biens Et Services	3 908,01	-6,94	3 901,07	604,53	879,00	145,40%	556,03	91,98%
Depenses De Transfert	5 264,38	0,00	5 264,38	884,46	1 500,43	169,64%	701,62	79,33%
Depenses D'Investissement	3 420,60	6,94	3 427,54	382,17	92,42	24,18%	39,31	10,29%
<b>TOTAL</b>	<b>19 888,69</b>	<b>0,00</b>	<b>19 888,7</b>	<b>3 256,19</b>	<b>4 179,69</b>	<b>128,36%</b>	<b>2 854,62</b>	<b>87,67%</b>

Sources : DNB/DNSI

### Graphique 3: Analyse globale des dépenses



## II -2-1 Analyse des dépenses par titre

### *Dépenses courantes*

A fin mars 2020, sur un objectif trimestriel de 2 874,02 Mds, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 2 815,30 Mds, soit un taux d'exécution de 97,96%. Cette exécution par titre se décompose ainsi qu'il suit :

- **Titre I : Charges financières de la dette**

Sur un objectif à mars de 190,80 Mds inscrit dans le plan d'engagement, les charges financières de la dette ont été payées à hauteur de 137,05 Mds, soit 71,83%. Cette exécution concerne les intérêts aux non résidents pour 87,68 Mds et les intérêts aux résidents autres que les administrations publiques pour 49,37 Mds.

- **Titre II : Dépenses de personnel**

Au titre des dépenses de personnel, il a été réalisé, au 31 mars 2020, un montant de 1 420,61 Mds (118,96%) sur un objectif de 1 194,23 Mds. Cette exécution ne concerne que les salaires et traitements en espèces pour 1 420,61 Mds.

Ce dépassement s'explique essentiellement par le rappel du salaire de certains enseignants, l'augmentation des salaires des enseignants à fin février 2020 et le paiement des salaires de nouveaux contractuels.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de personnel ont été exécutées pour un montant de 1 015,47 Mds.

- **Titre III : Dépenses de biens et services**

Sur un objectif au 31 mars 2020 de 604,53 Mds, il a été exécuté au titre des dépenses de biens et services un montant de 556,03 Mds, soit un taux d'exécution de 91,98% .

Cette exécution des dépenses de biens et services se décompose comme suit :

- Achats de fournitures et biens courant.....10,16 Mds ;
- Achats de fournitures et biens spécifiques.....37,66 Mds ;
- Achat de carburants et lubrifiants.....49,54 Mds ;
- Fournitures de services.....15,38 Mds ;
- Consommation Eau, Electricité, Télécommunications..... 15,00 Mds ;
- Frais de déplacement.....10,43 Mds ;
- Frais de représentation et manifestation .....8,09 Mds ;
- Dépenses diverses .....409,76 Mds.

- **Titre IV: Dépenses de transferts**

Les dépenses de transferts ont été exécutées à hauteur de 701,62 Mds sur un objectif à fin mars de 884,46 Mds, soit un taux d'exécution de 79,33%.

Cette exécution se décompose ainsi qu'il suit

- Transferts courants..... 487,47 Mds, soit 12,47 % ;
- Transferts aux ménages..... 195,06 Mds, soit 27,80% ;
- Autres transferts.....19,08 Mds, soit 2,72%.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de transferts se sont établies à 1 236,15 Mds. Par ailleurs, les dépenses engagées de la période se chiffrent à 1 400,04 Mds (0,96% du PIB) dont 335,08 Mds représentant les engagements en faveur du Ministère de l'Energie pour la prise en charge notamment des dépenses liées à l'achat par EDG de l'électricité produite par le barrage de Kaleta.

#### • **Titre V : Dépenses d'investissement**

L'exécution à fin mars des dépenses d'investissements publics y c FINEX se chiffre à 800,75 Mds contre une prévision de 382,54 Mds, soit un taux d'exécution de 209,32%. Cette exécution se décompose en financement sur ressources propres pour 39,31 Mds (4,91%) et en financement extérieur pour 761,44 Mds (95,09%).

Sur un objectif trimestriel de 382,54, les investissements sur ressources propres se situent à 39,31 Mds soit 10,29%. Cette exécution ne concerne que les immobilisations non financières.

Les dépenses financées sur ressources extérieures se décomposent comme décrites dans le tableau ci-après.



**Tableau 13: Exécution des projets FINEX à fin mars 2020 (en milliards de GNF)**

JDGET D'INVESTISSEMENT PUBLICS 2019									
VS ET EXECUTIONS DU FINANCEMENT EXTERIEUR									
PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR									
Ordre	Nomenclature	PREVISION FINEX 2020				EXECUTION FINEX 2020			
		PRETS	DONS	TOTAL	Pourcentage	PRETS	DONS	TOTAL	Pourcentage
1	<b>DEVELOPPEMENT RURAL</b>	<b>406 321,5</b>	<b>251 319,4</b>	<b>657 640,9</b>	<b>9,61%</b>	<b>59 450,30</b>	<b>64 439,50</b>	<b>123 889,80</b>	<b>18,84%</b>
11	Agriculture	347 406,5	175 687,1	523 093,6	7,65%	59 244,30	48 411,30	107 655,60	20,58%
12	Élevage	0,0	8 000,0	8 000,0	0,12%	0,00	0,00	0,00	0,00%
13	Pêche	3 000,0	48 830,0	51 830,0	0,76%	0,00	16 028,20	16 028,20	30,92%
14	Forêt /Hydraulique	55 915,0	18 802,3	74 717,3	1,09%	206,00	0,00	206,00	0,28%
2	<b>MINES INDUSTRIE- EAU-ENERGIE</b>	<b>3 040 566,8</b>	<b>333 469,6</b>	<b>3 374 036,4</b>	<b>49,31%</b>	<b>195 633,00</b>	<b>19 186,20</b>	<b>214 819,20</b>	<b>6,37%</b>
21	Mines -Géologie-	0,0	55 454,6	55 454,6	0,81%	10 701,00	0,00	10 701,00	19,30%
22	Industrie-PME- Commerce-Artisanat	69 356,8	17 800,0	87 156,8	1,27%	3 873,90	10 438,50	14 312,40	16,42%
23	Eau Urbaine	77 047,0	0,0	77 047,0	1,13%	7 049,00	5 969,00	13 018,00	16,90%
24	Energie	2 784 135,0	260 215,0	3 044 350,0	44,49%	174 009,10	2 778,70	176 787,80	5,81%
25	Hydraulique	110 028,0	0,0	110 028,0	1,61%	0,00	0,00	0,00	0,00%
26	Hotellerie-Tourisme			0,0	0,00%			0,00	#DIV/0!
3	<b>INFRASTRUCTURES</b>	<b>1 765 653,4</b>	<b>348 426,0</b>	<b>2 114 079,4</b>	<b>30,90%</b>	<b>321 709,70</b>	<b>0,00</b>	<b>321 709,70</b>	<b>15,22%</b>
31	Urbanisme-Habitat	28 882,4	51 726,0	80 608,4	1,18%	6 517,20	0,00	6 517,20	8,09%
32	Travaux Publics	1 706 771,0	269 700,0	1 976 471,0	28,89%	315 192,50	0,00	315 192,50	15,95%
33	Transport/Météo	30000	27000	57 000,0	0,83%	0,00	0,00	0,00	0,00%
34	Télécom/Postes	0,0	0,0	0,0	0,00%	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
4	<b>SOCIAL</b>	<b>178 073,7</b>	<b>164 575,7</b>	<b>342 649,4</b>	<b>5,01%</b>	<b>30 253,70</b>	<b>8 415,90</b>	<b>38 669,60</b>	<b>11,29%</b>
41	Santé	0,0	0,0	0,0	0,00%	0,00		0,00	#DIV/0!
41	Santé Publiques	84 770,9	97 450,0	182 220,9	2,66%	28 429,50	0,00	28 429,50	15,60%
41	Affaires Sociales	0,0	29 411,4	29 411,4	0,43%	0,00	8 415,90	8 415,90	28,61%
42	Education	21 714,0	18 214,0	39 928,0	0,58%	912,10	0,00	912,10	2,28%
42	Enseignement Pré-	0,0	0,0	0,0	0,00%	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
42	Enseignement Sup/Recherche Scientifi	71588,8	0	71 588,8	1,05%	912,10	0,00	912,10	1,27%
42	Enseignement Technique/ Formation	0,0	3 500,0	3 500,0	0,05%	0,00	0,00	0,00	0,00%
43	Jeunesse et Sports		16 000,3	16 000,3	0,23%		0,00	0,00	0,00%
5	<b>ADMINISTRATION/D ECENTRALISATION</b>	<b>268 888,7</b>	<b>84 756,0</b>	<b>353 644,7</b>	<b>5,17%</b>	<b>5 576,40</b>	<b>19 810,50</b>	<b>25 386,90</b>	<b>7,18%</b>
51	Administration Générale	191 384,5	59 756,0	251 140,5	3,67%	3 478,70	5 784,70	9 263,40	3,69%
52	Décentralisation /Sécurité/ Défense	77 504,2	25 000,0	102 504,2	1,50%	2 097,70	14 025,80	16 123,50	15,73%
	<b>TOTAL HORS TAXES</b>	<b>5 659 504,1</b>	<b>1 182 546,7</b>	<b>6 842 050,8</b>	<b>100,00%</b>	<b>611 711,00</b>	<b>111 852,10</b>	<b>723 563,10</b>	<b>10,58%</b>

Source : DNIP

Au 31 mars 2020, le niveau d'exécution du financement extérieur s'est établi à 723,56 Mds à raison de 611,71 Mds au titre de prêts et 111,85 Mds en dons. Ces données ne sont pas exhaustives car elles concernent uniquement la situation des demandes de retrait de fonds enregistrées et traitées à la Direction Nationale des Investissements Publics (DNIP).

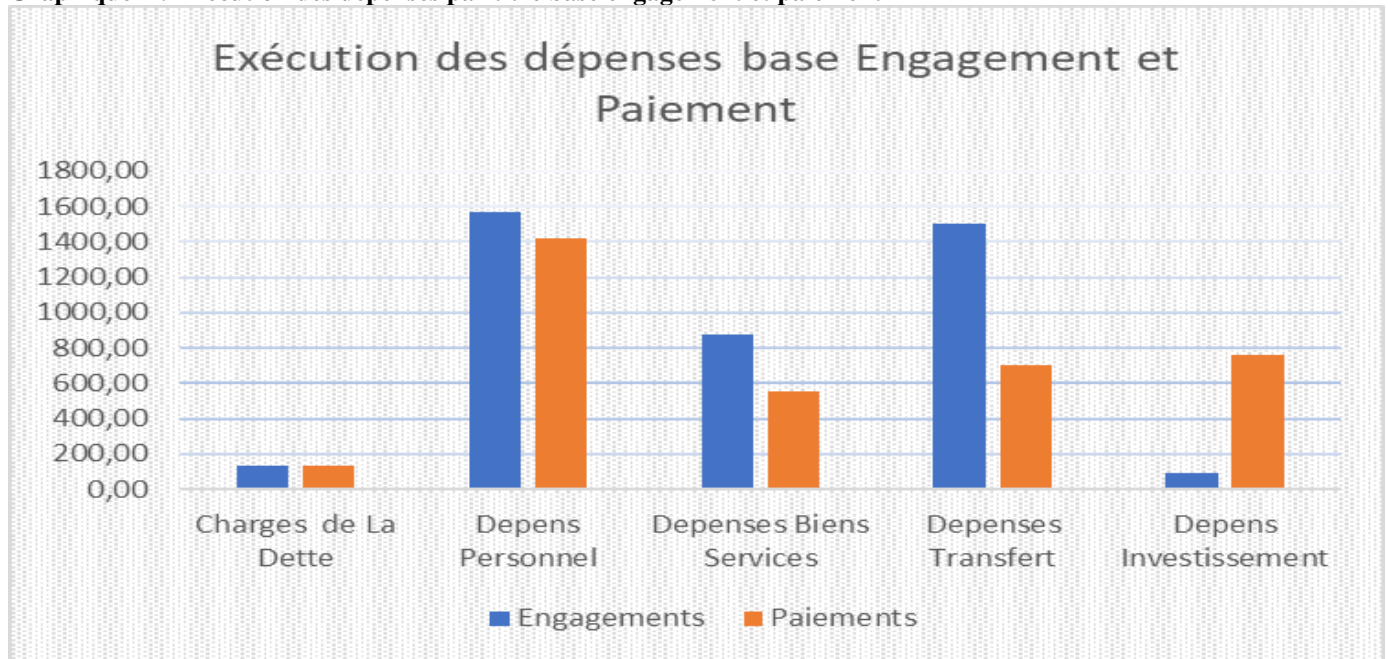
Il a été exécuté au 31 mars 2020, un montant de 3 654 856 Euros soit 37,88 Mds GNF au fixing de la BCRG au 31 mars ; 1 Euro= 10 363,63 GNF au titre des accords de coopération entre l'Union Européenne et la République de Guinée dans le cadre de l'appui au renforcement de la bonne gouvernance, de la lutte contre la pauvreté et de l'amélioration des infrastructures sociales (voir tableau ci-dessous).

**Tableau 14: Exécution des projets financés par l'Union Européenne au 31 mars 2020 (en Mds de GNF)**

<b>Axe d'intervention</b>	<b>Intitulé du projet</b>	<b>paiements</b>
<b>Gouvernance</b>	Programme d'appui complémentaire aux élections (PACE)	0,00
	Programme d'appui à la société civile en République de Guinée (PASOC)	0,00
	Programme d'Appui Sectoriel à la Décentralisation et à la Déconcentration (PASDD)	0,24
	Programme d'Appui à la Réforme des Finances Publiques (PARFIP)	1,73
	Facilité de coopération technique II (TCF)	0,00
	Programme d'appui à la réforme du secteur de la justice en République de Guinée (PARJU)	2,34
	Programme d'Appui à la Mise en Œuvre de la Coopération (PAMOC)	-0,01
	Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat (SBC/appui budgétaire)	0,87
	Programme d'Appui aux Elections et aux Institutions Démocratiques (PEID)	0,00
	Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat - PACE II	0,00
	CSO-LA - Organisations de la société civile et autorités locales - Guinée 44-UP-TRIAS	0,00
	EIDHR - Assistance aux victimes de violations graves des droits de l'homme	0,00
	EIDHR - Suivi citoyen de l'action publique et gouvernance locale participative - AID ACTION ASSOCIATION	0,00
	CSO-LA - Renforcement des OSC pour la création d'emplois durables en Guinée	0,00
	Programme d'Appui à la Mise en Oeuvre de la Cooperation II (PAMOC II)	0,00
	Projet d'appui à l'émergence de l'économie créative en Guinée (via la digitalisation)	0,00
	Programme d'Appui pour la Préservation des écosystèmes Forestiers en Afrique de l'Ouest (PAPFor)	0,00
	Programme d'appui à la Compétitivité en Afrique de l'Ouest - PIR	0,00
	Migration - INTEGRA - Programme d'Appui à l'Intégration Socioéconomique des jeunes en République de Guinée - Volet ENABEL	0,00
	Migration - INTEGRA - Programme d'Appui à l'Intégration Socioéconomique des jeunes en République de Guinée - Volet CCI	0,00
	Migration - INTEGRA - Programme d'Appui à l'Intégration Socioéconomique des jeunes en République de Guinée - Volet GIZ	0,00

	Migration – INTEGRA – Communications - Visibilités - Evaluation - Audit - Imprévus	0,00
	Migration - INTEGRA - Renforcement de la gouvernance des migrations et de support à la réintégration durable des migrants en République de Guinée - Volet OIM	0,00
	ICSP - Mesure d'aide exceptionnelle en faveur de la Guinée "Programme d'appui à la prévention de l'extrémisme violent et à la lutte contre l'impunité en Guinée"	0,00
	CSO-LA - Civil Society Organisations as actors of Governance and Development Work in the Field	20,26
	CBSS 2018 - Country-based calls for proposals for the defence of human rights and democracy	0,00
	EIDHR - Support to local civil society action through Country-Based Support Scheme (CBSS)	0,36
<b>Développement urbain et assainissement</b>	Programme de Developpement Urbain et Assainissement en Guinée (SANITA)	0,00
	Deuxième phase du volet Assainissement Urbain - SANITA II	0,00
<b>Agriculture</b>	FOOD - Sécurité Alimentaire, Résilience et Agro-écologie en Guinée (SARA Guinée) - GRET	0,00
<b>Sécurité</b>	Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de Sécurité - volet 1 (PARSS-1)	0,00
	Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de Sécurité - volet 2 (PARSS-2)	0,05
	Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de Sécurité en Guinée (PARSS 3)	0,00
	ICSP - Appui au renforcement de la police de proximité et à la dépollution pyrotechnique	0,00
<b>Transport</b>	Projet d'Appui au Secteur des Transports (PAST)	2,81
	Appui à la Gouvernance dans le secteur des transports en Afrique de l'Ouest - PIR	0,00
	Projet de réhabilitation de la route Coyah-Forecariah-Farmoreah	0,00
	Appui au secteur des transports - (TRANSIT)	0,00
	Projet de construction et de bitumage de la route Boké (Guinée)- Québo (Guinée Bissau)	0,00
<b>Santé</b>	Projet d'Appui à la Santé en Guinée (PASA)	6,66
	Programme d'appui au secteur santé en Guinée (PASA-2)	0,00
	CSO-LA Stratégie de riposte opérationnelle face à l'épidémie COVID-19 sur l'axe Conakry-Koundara et dans la région de Nzérékoré - TDH	0,00
<b>eau</b>	Appui au Service Public de l'Eau - Initiative OMD (SNAPE)	2,55
<b>électricité</b>	Projet d'interconnexion en 225 KV des réseaux électriques de la Guinée et du Mali	0,00
<b>TOTAL</b>		<b>37,88</b>

**Graphique 4 : Exécution des dépenses par titre base engagement et paiement**



## **II-2-2 Situation des instances de paiement au 31 mars 2020**

Le total des instances de paiement constituées au premier trimestre de l'exercice budgétaire 2020 se chiffre à date à 778,72 milliards GNF dont 648,65 milliards GNF pris en charge par les comptes publics. Parmi les dépenses prises en charge, 313,27 milliards GNF sont des dépenses de transfert, 256,62 milliards des dépenses de biens et services, 48,46 milliards de dépenses d'investissement et 30,30 milliards GNF de dépenses de personnel.

### **II.2.3 Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés**

Globalement, les délégations de crédits en faveur des services déconcentrés de l'Etat se chiffrent à 123,68 Mds dont 5,97 Mds pour l'intérieur et 117,71 Mds pour l'extérieur (ambassades et missions diplomatiques et consulaires (Cf. tableaux 16 et 17).

La répartition annuelle de ces délégations de crédits se présente de la manière suivante :

**Tableau 15: Situation des délégations de crédits de l'intérieur au 31 mars 2020 (en milliards de GNF)**

CD_SECTION	LIBELLE_LONG_SECTION	BENEF	CREDIT	ENGAGE	ORDONNANCE	PAYE
04	Ministere De L'Administration Du Territoire Et De La Decentralisation	355	439,75	0,00	0,00	0,00
05	Ministere De La Securite Et De La Protection Civile	1	0,65	0,00	0,00	0,00
06	Ministere De La Justice	3	15,07	5,97	5,97	5,97
09	Ministere De L'Economie Et Des Finances	76	1,84	0,00	0,00	0,00
11	Ministere De L'Agriculture	16	176,90	0,00	0,00	0,00
12	Ministere De La Pêche Et De L' Aquaculture	3	2,85	0,00	0,00	0,00
13	Ministere Des Mines Et De La Geologie	3	5,65	0,00	0,00	0,00
14	Ministere Des Travaux Publics	24	482,46	0,00	0,00	0,00
15	Ministere De La Ville Et De L'Amenagement Du Territoire	41	2,79	0,00	0,00	0,00
17	Ministere De L'Hotellerie, Du Tourisme Et De L'Artisanat	3	8,02	0,00	0,00	0,00
18	Ministere De La Sante	82	462,42	22,13	22,13	0,00
19	Ministere De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance	1	1,06	0,00	0,00	0,00
20	Ministere De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabetisation	44	103,20	0,00	0,00	0,00
21	Ministere De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail	4	21,25	0,00	0,00	0,00
22	Ministere De La Communication	1	5,50	0,00	0,00	0,00
23	Ministere De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune	2	1,58	0,00	0,00	0,00
31	Ministere De L'Environnement, Des Eaux Et Forets	24	47,63	0,00	0,00	0,00
32	Ministere Des Transports	1	20,00	0,00	0,00	0,00
34	Ministere De L'Enseignement Superieur Et De La Recherche Scientifique	28	286,69	0,00	0,00	0,00
36	Ministere De L'Energie Et De L'Hydraulique	7	87,00	0,00	0,00	0,00
40	Ministere De L'Elevage Et Des Productions Animales	3	11,17	0,00	0,00	0,00
41	Ministere De L'Industrie, Des Pme Et De La Promotion Du Secteur Prive	3	0,03	0,00	0,00	0,00
51	Région Administrative De Boké	1	0,57	0,00	0,00	0,00
52	Région Administrative De Faranah	1	0,46	0,00	0,00	0,00
53	Région Administrative De Kankan	1	0,57	0,00	0,00	0,00

54	Région Administrative De Kindia	1	0,57	0,00	0,00	0,00
55	Région Administrative De Labé	1	0,57	0,00	0,00	0,00
56	Région Administrative De Mamou	1	0,34	0,00	0,00	0,00
57	Région Administrative De N'Zérékoré	1	0,69	0,00	0,00	0,00
64	Ministere Du Budget	7	18,21	0,00	0,00	0,00
80	ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	4	23,50	0,00	0,00	0,00
98	Structures Rattachées PRG	2	2,10	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>		<b>745</b>	<b>231,07</b>	<b>28,10</b>	<b>28,10</b>	<b>5,97</b>

**Tableau 16: Situation des délégations de crédits de l'extérieur au 31 mars 2020 (en milliards de GNF)**

CD_SECTION	LIBELLE_LONG_SECTION	BENEF	CREDIT	ENGAGE	ORDONNANCE	PAYE
03	Ministere de A La Presidence Charge De La Defense Nationale	11	257,93	84,01	81,67	63,59
07	Ministere Des Affaires Etrangeres Et Des Guineens De L'Etranger	47	375,87	87,66	0,00	36,22
10	Ministere De La Fonction Publique, De La Reforme De L'Etat Et De La Modernisation De L'Administration	1	1,51	0,75	0,75	0,00
30	Secretariat General Des Affaires Religieuses	3	39,60	0,00	0,00	0,00
78	Ministère e Charge des investissements et du Partenariat Public Prive	1	7,40	0,00	0,00	0,00
98	Structures Rattachées PRG	2	35,89	17,90	17,90	17,90
<b>Total</b>			<b>718,20</b>	<b>190,32</b>	<b>100,32</b>	<b>117,71</b>

#### II.2.4 Situation de l'exécution des dépenses des filets sociaux non contributifs

Les dépenses relatives aux filets sociaux non contributifs sont l'ensemble des dépenses financées sur ressources intérieures pour appuyer les activités de protection des couches vulnérables sans pour autant solliciter une quelconque contribution ou contrepartie de la part des bénéficiaires.

Les crédits inscrits dans la loi de finances rectificatives en faveur des filets sociaux se chiffrent à 842,29 Mds de GNF contre 545,70 Mds de GNF en LFR 2019, soit une augmentation de 296,59 Mds de GNF. Cet accroissement est dû d'une part, à une hausse des crédits de la fonction protection sociale pour 232,5 milliards GNF dont 130 milliards GNF des crédits budgétaires destinés à la réalisation des activités de l'agence nationale d'inclusion économique et sociale et 102,5 au compte du ministère de l'action sociale, d'autre part, à la hausse de l'allocation budgétaire de la fonction santé pour 56 ,7 milliards dont 55,2 milliards GNF pour le ministère de la santé.

A fin mars 2020, l'exécution des dépenses de filets sociaux se chiffre à 54,84 Mds GNF (6,51 % ) contre 120,65 Mds engagés (14,32%).

**Tableau 17: Etat d'exécution des filets sociaux non productifs**

Mois	LFI	LFR	Crédits actuels	Engagements		Paielements	
				Crédits engagés	Taux	Crédits payés	Taux
<b>JANVIER</b>	<b>842 292 315 711</b>	<b>0</b>	<b>842 292 315 711</b>	<b>2 220 154 337</b>	<b>0,26%</b>	<b>2 220 154 337</b>	<b>0,26%</b>
SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	6 080 500 000	0	6 080 500 000	0	0,00%	0	0,00%
AFFAIRES ECONOMIQUES	11 807 113 418	0	11 807 113 418	0	0,00%	0	0,00%
SANTE	456 563 404 019	0	456 563 404 019	0	0,00%	0	0,00%
ENSEIGNEMENT	37 064 250 525	0	37 064 250 525	0	0,00%	0	0,00%
PROTECTION SOCIALE	330 777 047 749	0	330 777 047 749	2 220 154 337	0,67%	2 220 154 337	0,67%
<b>FEVRIER</b>	<b>842 292 315 711</b>	<b>0</b>	<b>842 292 315 711</b>	<b>55 875 931 385</b>	<b>6,63%</b>	<b>13 858 534 260</b>	<b>1,65%</b>
SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	6 080 500 000	0	6 080 500 000	0		0	
AFFAIRES ECONOMIQUES	11 807 113 418	0	11 807 113 418	901 778 250	7,64%	0	0,00%
SANTE	456 563 404 019	0	456 563 404 019	19 130 560 150	4,19%	0	0,00%
ENSEIGNEMENT	37 064 250 525	0	37 064 250 525	17 903 584 500	48,30%	0	0,00%
PROTECTION SOCIALE	330 777 047 749	0	330 777 047 749	17 940 008 485	5,42%	13 858 534 260	4,19%
<b>MARS</b>	<b>842 292 315 711</b>	<b>0</b>	<b>784 962 534 305</b>	<b>62 608 295 967</b>	<b>7,98%</b>	<b>38 765 947 342</b>	<b>4,94%</b>
SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	6 080 500 000	0	6 080 500 000	0		0	
AFFAIRES ECONOMIQUES	11 807 113 418	0	11 807 113 418	2 901 778 250	24,58%	2 000 000 000	16,94%
SANTE	456 563 404 019	0	398 633 622 613	21 230 560 150	5,33%	0	0,00%
ENSEIGNEMENT	37 064 250 525	0	37 064 250 525	17 903 584 500	48,30%	17 903 584 500	48,30%
PROTECTION SOCIALE	330 777 047 749	0	331 377 047 749	20 572 373 067	6,21%	18 862 362 842	5,69%
<b>AVRIL</b>	<b>842 292 315 711</b>	<b>0</b>	<b>784 962 534 305</b>	<b>68 332 460 999</b>	<b>8,71%</b>	<b>62 395 336 238</b>	<b>7,95%</b>
SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	6 080 500 000	0	6 080 500 000	0		0	
AFFAIRES ECONOMIQUES	11 807 113 418	0	11 807 113 418	2 901 778 250	24,58%	2 901 778 250	24,58%
SANTE	456 563 404 019	0	398 633 622 613	22 644 560 150	5,68%	19 130 560 150	4,80%
ENSEIGNEMENT	37 064 250 525	0	37 064 250 525	19 903 584 500	53,70%	17 903 584 500	48,30%
PROTECTION SOCIALE	330 777 047 749	0	331 377 047 749	22 882 538 099	6,91%	22 459 413 338	6,78%

### III-SOLDE BUDGETAIRE

Le solde de base à fin mars 2020, se chiffre à -38,98 Mds soit -0,03% du PIB contre un objectif plancher de 448,42 Mds, ce qui représente 0,31% du PIB, soit un écart en baisse de 487,4 Mds.

Le solde net de gestion s'est établi à -212,63 Mds contre un repère à fin mars de 585,56 dégageant un besoin de financement de -539,47 Mds pour la couverture des investissements.

### IV-OPERATIONS DE FINANCEMENT

Le solde budgétaire ainsi obtenu a été financé par des ressources de financement de 612,38 Mds contre des charges de financement de 321,22 Mds.

#### IV-1. Situation des ressources de financement

Les ressources de financement mobilisées au cours de la période se chiffrent à 1 350,05 Mds contre 679,05 Mds. Cette réalisation se décompose en emprunts pour 1 132,15 Mds, en remboursement de prêts accordés pour 217,91 Mds.

#### IV-2. Situation des charges de financement

Les charges de financement se chiffrent à 634,74 Mds représentant les remboursements du capital des emprunts dont remboursement emprunts intérieurs 398,26 Mds et 236,49 Mds en emprunts extérieurs.

Tableau 18: Situation des ressources et des charges de financement à fin mars 2020

<b>RESSOURCES DE FINANCEMENT</b>	<b>7 362,0</b>	<b>679,05</b>	<b>1 350,05</b>	198,81%	<b>100,00%</b>
<b>SOLDE BUDGETAIRE POSITIF</b>					0,00%
CESSION D'ACTIFS	0,0	0,00	0,00		0,00%
<b>EMPRUNTS</b>	7 155,0	677,28	1 132,15	167,16%	83,86%
Emprunts Intérieurs	862,0	71,75	1 038,88	1447,91%	76,95%
<i>dt Banque commerciale</i>	<b>862,0</b>	<b>71,75</b>	<b>1 038,88</b>	1447,91%	76,95%
Emprunts Extérieurs	6 293,0	605,53	93,27		6,91%
<b>DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR</b>	<b>0,0</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		0,00%
<b>REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES</b>	<b>207,0</b>	<b>1,78</b>	<b>217,91</b>	12271,88%	16,14%
Remboursements de prêts par des Collectivités locales	0,0	0,00	0,00		0,00%
Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,0	0,00	0,00		0,00%
Remboursements de prêts par des entreprises	0,0	0,00	0,00		0,00%
Remboursements de prêts par des particuliers					0,00%
Autres comptes à recevoir ( Reste à recouvrer)	207,0	1,78	217,91	12271,88%	16,14%
Autres remboursements de prêts	0,0	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
<b>CHARGES DE FINANCEMENT</b>	<b>2 337,0</b>	<b>748,47</b>	<b>634,74</b>	<b>84,81%</b>	<b>100,00%</b>



<b>SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF</b>					
<b>REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS</b>	2 337,0	748,47	634,74	84,81%	100,00%
Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	1 492,0	416,00	398,26	95,73%	62,74%
<i>dt Banque Centrale</i>	<b>287,0</b>	<b>416,00</b>	<b>398,26</b>		62,74%
Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	845,0	332,47	236,49	71,13%	37,26%
<b>RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR</b>					0,00%
<b>PRETS ACCORDES</b>	0,0	0,00	0,00		0,00%
Prêts accordés à des Collectivités locales					0,00%
Prêts accordés à des Etablissements publics administratifs (EPA)					0,00%
Prêts accordés à des entreprises					0,00%
Prêts accordés à des particuliers					0,00%
Autres comptes à payer (Restes à payer)					0,00%
Autres prêts et avances accordés					0,00%
<b>Vérification verticale: Différence entre capacité/besoin de financement et financement (NLB+3+2511+2514+252-4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
<b>Principaux agrégats et soldes</b>					
<b>Solde de base</b>	<b>922,30</b>	<b>448,42</b>	<b>-38,98</b>	-8,69%	-4,23%
<b>Soldede base % PIB</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,31%</b>	<b>-0,03%</b>	-8,69%	0,00%
<b>PIB</b>	<b>145 951,0</b>	<b>145 951,0</b>	<b>145 951,0</b>	<b>145 951,0</b>	<b>145 951,0</b>
<b>Taux de change USD</b>	<b>9 225,3</b>	<b>9 225,3</b>	<b>9 225,3</b>	100,00%	10,002509
<b>Pression Fiscale hors Dons</b>	<b>13,52%</b>	<b>3,09%</b>	<b>2,52%</b>	<b>81,61%</b>	<b>0,00%</b>

## V-CONCLUSION

L'exécution des recettes à fin mars 2020, base encaissement, présente une tendance pas très favorable par rapport aux recettes et une tendance favorable par rapport aux dépenses. En effet, les recettes ont connues une exécution se situant à 92,22% sur la période. Quant aux dépenses, elles se situent à un niveau relativement plus élevé 111,05% par rapport à l'objectif à fin mars 2020.

Comparativement à la situation de fin mars 2019, l'exécution du budget de l'Etat au 31 mars 2020 fait globalement apparaître une hausse des recettes et des dépenses toutes natures confondues respectivement de 1 397,95 Mds et 845,99 Mds.

Le solde de base à fin mars 2020, se chiffre à 38,98 Mds soit -0,03% du PIB contre un objectif plancher de 448,42 Mds, ce qui représente 031% du PIB, soit un écart de 487,4 Mds.

L'exécution trimestrielle a été caractérisée par un dépassement des objectifs trimestriels afin de contenir la propagation de la maladie à COVID19 dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'urgence sanitaire.

Le solde net de gestion s'est établi à -212,63 Mds contre un repère à fin mars de 585,56 dégageant un besoin de financement de -539,47 Mds pour la couverture des dépenses.

# **ANNEXES**



**Tableau 19: Exécution globale/phase de la dépense et par Administration à fin mars 2020 (en de milliards de gnf)**

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement mars	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements	
					mars	Taux	mars	Taux	mars	Taux	mars	Taux
Présidence de la Rep	372,20	0,00	372,20	89,35	178,05	199,28%	28,90	32,35%	25,70	28,76%	178,05	199,28%
Primature	87,76	0,00	87,76	13,74	12,47	90,74%	12,44	90,50%	12,44	90,50%	10,29	74,86%
Min.de la Défense	2018,78	0,00	2018,78	415,90	676,75	162,72%	485,80	116,81%	482,16	115,93%	494,35	118,86%
Min.Admin.Terr.Dec	847,39	0,00	847,39	26,84	65,28	243,23%	61,58	229,42%	61,58	229,42%	64,61	240,73%
Min.Sécurité.Prot.Ci	358,17	0,00	358,17	75,75	85,33	112,66%	85,33	112,66%	85,33	112,66%	81,26	107,28%
Min.Justice.Gar.Scea	153,34	0,00	153,34	17,64	55,76	316,18%	55,76	316,18%	55,76	316,18%	54,27	307,75%
Min.Aff.Etran.GEtran	404,42	0,00	404,42	75,02	96,21	128,25%	8,55	11,40%	8,55	11,40%	43,01	57,33%
Ministère du Plan	79,94	0,00	79,94	5,76	9,55	165,81%	9,55	165,81%	9,55	165,81%	7,07	122,81%
Min.Eco.et Finances	180,71	0,00	180,71	24,98	50,54	202,34%	50,54	202,34%	50,54	202,34%	44,48	178,08%
Min. Travail et FP	156,04	0,00	156,04	16,37	18,47	112,84%	18,47	112,84%	18,47	112,84%	12,21	74,59%
Min.de l'Agr	330,14	0,00	330,14	28,32	42,96	151,68%	42,90	151,46%	42,90	151,46%	40,64	143,50%
Min.Pêche & Aquacul	57,20	0,00	57,20	7,50	9,25	123,37%	9,25	123,37%	9,25	123,37%	9,25	123,37%
Min.Géo.Min	72,33	0,00	72,33	8,65	10,96	126,69%	10,96	126,69%	10,96	126,69%	10,66	123,26%
Min.EtatTravaux.Pub.	762,96	0,00	762,96	5,97	5,38	90,07%	5,38	90,07%	5,38	90,07%	5,38	90,07%
Min.Urb.Habit. Const	107,57	0,00	107,57	7,84	10,07	128,45%	10,07	128,45%	10,07	128,45%	8,81	112,36%
Mn.Comm	45,37	0,00	45,37	7,14	9,74	136,45%	9,15	128,16%	9,15	128,16%	8,90	124,57%
Min. Hotel. Tourisme	40,86	0,00	40,86	2,76	5,05	182,73%	5,05	182,73%	5,05	182,73%	3,65	132,03%
Min.Santé.Hy.Publiq	1592,35	0,00	1592,35	135,68	105,27	77,58%	99,17	73,09%	99,17	73,09%	79,64	58,69%
Min.Aff.Soc.P.F.& E.	168,36	0,60	168,96	13,91	10,81	77,69%	8,11	58,29%	8,11	58,29%	9,51	68,33%
Min. Ens.pré.univ	1985,28	0,00	1985,28	338,11	297,76	88,07%	297,76	88,07%	297,76	88,07%	293,94	86,94%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	254,95	0,00	254,95	22,88	28,89	126,29%	28,89	126,29%	28,89	126,29%	26,76	116,99%
Minist. Information	46,00	0,00	46,00	3,75	9,67	258,10%	9,67	258,10%	9,67	258,10%	6,69	178,58%

Min. Jeun.Emploi Jeu	57,04	0,00	57,04	6,55	5,09	77,68%	5,09	77,68%	5,09	77,68%	4,19	63,92%
Assemblée.Nationale	188,78	0,00	188,78	41,71	44,68	107,13%	38,66	92,70%	38,66	92,70%	44,68	107,13%
Cour Suprême	26,39	0,00	26,39	9,03	15,85	175,57%	15,85	175,57%	15,85	175,57%	15,85	175,57%
Haute Autorité. Comm	16,01	0,00	16,01	3,92	3,20	81,73%	3,20	81,73%	3,20	81,73%	3,20	81,73%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	5,13	5,91	115,14%	5,91	115,14%	5,91	115,14%	5,91	115,14%
Secr. Gal Gouv	8,70	0,00	8,70	0,92	2,34	254,20%	2,34	254,20%	2,34	254,20%	2,12	230,15%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	25,97	0,00	25,97	2,23	2,01	90,40%	2,01	90,40%	3,16	141,64%	2,73	122,51%
Sec. Affair.Relig.	66,62	0,00	66,62	2,34	2,12	90,72%	2,12	90,72%	2,12	90,72%	1,74	74,56%
Min.Environ.Eaux.For	218,82	0,00	218,82	33,83	30,50	90,14%	25,29	74,74%	25,29	74,74%	25,00	73,91%
Ministère Transports	84,82	0,00	84,82	7,62	10,12	132,75%	10,12	132,75%	10,12	132,75%	10,12	132,75%
Grande Chancel.	11,40	0,00	11,40	2,82	2,88	101,88%	2,88	101,88%	2,88	101,88%	2,88	101,88%
Min. Ens.Sup.Rec.	817,09	0,00	817,09	71,89	103,27	143,64%	62,26	86,60%	62,26	86,60%	80,16	111,50%
Grands Projets	122,72	0,00	122,72	5,65	0,14	2,50%	0,14	2,50%	0,14	2,50%	0,14	2,50%
Min.Etat Energie Env	2526,44	0,00	2526,44	507,37	1004,04	197,89%	197,26	38,88%	197,26	38,88%	339,79	66,97%
Min. Tél. Econ.Num	78,57	0,00	78,57	4,55	5,68	124,84%	5,68	124,84%	5,68	124,84%	5,68	124,84%
Ministère Elevage	40,15	0,00	40,15	4,50	3,00	66,60%	3,00	66,60%	3,00	66,60%	2,75	61,08%
Min.Industrie et PME	54,07	0,00	54,07	5,02	8,46	168,50%	5,96	118,73%	5,96	118,73%	6,96	138,63%
Min.Cultu.Arts.Patri	188,06	0,00	188,06	25,71	48,70	189,46%	23,45	91,21%	23,45	91,21%	26,01	101,19%
Sec Etat Anti drogue	5,67	0,00	5,67	0,33	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	3,79	0,13	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.du Budget	130,62	3,46	134,08	11,21	18,00	160,51%	16,44	146,64%	16,44	146,64%	11,72	104,58%
Médiateur.Répub	22,56	0,00	22,56	4,01	6,12	152,75%	6,12	152,75%	6,12	152,75%	4,87	121,55%
CENI	323,55	0,00	323,55	105,26	112,09	106,48%	112,09	106,48%	112,09	106,48%	79,93	75,93%
Cours.Const	21,99	0,00	21,99	10,95	16,38	149,55%	16,38	149,55%	16,38	149,55%	16,38	149,55%
Cour des Comptes	52,10	0,00	52,10	12,21	24,18	198,04%	24,18	198,04%	24,18	198,04%	24,18	198,04%
Haute Cour de Justic	1,59	0,00	1,59	0,40	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,17	0,00	2,17	0,54	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,85	0,00	6,85	1,50	0,47	31,46%	0,47	31,46%	0,47	31,46%	0,47	31,46%

Min.UniteNat.Citoy	15,02	0,00	15,02	0,92	1,55	168,14%	1,55	168,14%	1,55	168,14%	1,35	146,48%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-privé	26,81	0,00	26,81	1,72	2,81	163,39%	2,81	163,39%	2,81	163,39%	1,20	69,81%
Ministere charge des hydrocarbure	25,20	0,00	25,20	5,58	4,16	74,48%	4,16	74,48%	3,87	69,38%	0,75	13,36%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	180,69	0,00	180,69	7,62	36,89	484,49%	34,28	450,15%	34,28	450,15%	4,48	58,82%
Autres dépenses de la présidence de la république	230,41	0,00	230,41	14,88	26,70	179,50%	26,70	179,50%	26,70	179,50%	21,13	142,03%
Dépenses Communes	4163,00	-4,06	4158,94	994,29	838,14	84,29%	350,31	35,23%	350,31	35,23%	614,82	61,84%
<b>Total</b>	<b>19 888,72</b>	<b>0,00</b>	<b>19 888,72</b>	<b>3 256,19</b>	<b>4 179,69</b>	<b>128,36%</b>	<b>2 359,98</b>	<b>72,48%</b>	<b>2 353,99</b>	<b>72,29%</b>	<b>2 854,62</b>	<b>87,67%</b>

**Tableau 20: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base engagement) à fin mars 2020 (en de milliards de gnf)**

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement mars	Charges Financières De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement		TOTAL	
Présidence de la Rep	372,20	0,00	372,20	89,35	0,00	0%	37,23	41,67%	140,82	157,61%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	178,05	199,28%
Primature	87,76	0,00	87,76	13,74	0,00	0%	1,26	9,14%	9,12	66,32%	2,10	15,28%	0,00	0,00%	12,47	90,74%
Min.de la Défense	2018,78	0,00	2018,78	415,90	0,00	0%	498,61	119,89%	64,32	15,46%	86,52	20,80%	27,30	6,56%	676,75	162,72%
Min.Admin.Terr.Dec	847,39	0,00	847,39	26,84	0,00	0%	13,88	51,71%	41,39	154,20%	10,01	37,31%	0,00	0,00%	65,28	243,23%
Min.Sécurité.Prot.Ci	358,17	0,00	358,17	75,75	0,00	0%	72,54	95,77%	12,76	16,84%	0,03	0,04%	0,00	0,00%	85,33	112,66%
Min.Justice.Gar.Scea	153,34	0,00	153,34	17,64	0,00	0%	45,46	257,77%	1,49	8,43%	8,82	49,99%	0,00	0,00%	55,76	316,18%
Min.Aff.Etran.GEtran	404,42	0,00	404,42	75,02	0,00	0%	27,03	36,03%	57,36	76,47%	11,81	15,75%	0,00	0,00%	96,21	128,25%
Ministère du Plan	79,94	0,00	79,94	5,76	0,00	0%	7,12	123,73%	2,42	42,01%	0,00	0,06%	0,00	0,00%	9,55	165,81%
Min.Eco.et Finances	180,71	0,00	180,71	24,98	0,00	0%	44,46	178,00%	5,07	20,29%	1,01	4,05%	0,00	0,00%	50,54	202,34%
Min. Travail et FP	156,04	0,00	156,04	16,37	0,00	0%	12,20	74,55%	0,60	3,67%	5,67	34,62%	0,00	0,00%	18,47	112,84%
Min.de l'Agr	330,14	0,00	330,14	28,32	0,00	0%	40,67	143,61%	2,25	7,95%	0,04	0,12%	0,00	0,00%	42,96	151,68%
Min.Pêche & Aquacul	57,20	0,00	57,20	7,50	0,00	0%	9,25	123,30%	0,00	0,00%	0,01	0,07%	0,00	0,00%	9,25	123,37%
Min.Géo.Min	72,33	0,00	72,33	8,65	0,00	0%	10,66	123,21%	0,30	3,42%	0,00	0,05%	0,00	0,00%	10,96	126,69%
Min.EtatTravaux.Pub.	762,96	0,00	762,96	5,97	0,00	0%	5,38	90,05%	0,00	0,00%	0,00	0,03%	0,00	0,00%	5,38	90,07%
Min.Urb.Habit. Const	107,57	0,00	107,57	7,84	0,00	0%	8,80	112,30%	0,72	9,19%	0,55	6,96%	0,00	0,00%	10,07	128,45%
Mn.Comm	45,37	0,00	45,37	7,14	0,00	0%	8,89	124,50%	0,85	11,88%	0,00	0,07%	0,00	0,00%	9,74	136,45%
Min. Hotel. Tourisme	40,86	0,00	40,86	2,76	0,00	0%	3,64	131,99%	0,00	0,00%	1,40	50,74%	0,00	0,00%	5,05	182,73%
Min.Santé.Hy.Publiq	1592,35	0,00	1592,35	135,68	0,00	0%	72,06	53,11%	30,19	22,25%	0,02	0,01%	3,00	2,21%	105,27	77,58%
Min.Aff.Soc.P.F.& E.	168,36	0,60	168,96	13,91	0,00	0%	6,81	48,92%	4,00	28,76%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	10,81	77,69%
Min. Ens.pré.univ	1985,28	0,00	1985,28	338,11	0,00	0%	293,82	86,90%	2,20	0,65%	1,74	0,52%	0,00	0,00%	297,76	88,07%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	254,95	0,00	254,95	22,88	0,00	0%	20,27	88,59%	0,48	2,08%	8,15	35,62%	0,00	0,00%	28,89	126,29%
Minist. Information	46,00	0,00	46,00	3,75	0,00	0%	6,69	178,52%	0,20	5,29%	0,00	0,06%	2,78	74,23%	9,67	258,10%
Min. Jeun.Emploi Jeu	57,04	0,00	57,04	6,55	0,00	0%	4,19	63,89%	0,00	0,00%	0,90	13,79%	0,00	0,00%	5,09	77,68%
Assemblée.Nationale	188,78	0,00	188,78	41,71	0,00	0%	22,71	54,44%	0,00	0,00%	21,97	52,68%	0,00	0,00%	44,68	107,13%



Cour Suprême	26,39	0,00	26,39	9,03	0,00	0%	11,58	128,28%	0,00	0,00%	4,27	47,29%	0,00	0,00%	15,85	175,57%
Haute Autorité. Comm	16,01	0,00	16,01	3,92	0,00	0%	0,43	10,89%	0,00	0,00%	2,77	70,84%	0,00	0,00%	3,20	81,73%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	5,13	0,00	0%	3,80	74,04%	0,00	0,00%	2,11	41,10%	0,00	0,00%	5,91	115,14%
Secr. Gal Gouv	8,70	0,00	8,70	0,92	0,00	0%	2,12	230,13%	0,22	24,04%	0,00	0,03%	0,00	0,00%	2,34	254,20%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	25,97	0,00	25,97	2,23	0,00		1,59	71,23%	0,43	19,13%	0,00	0,03%	0,00	0,00%	2,01	90,40%
Sec. Affair.Relig.	66,62	0,00	66,62	2,34	0,00	0%	1,74	74,53%	0,04	1,84%	0,34	14,35%	0,00	0,00%	2,12	90,72%
Min.Environ.Eaux.For	218,82	0,00	218,82	33,83	0,00	0%	25,00	73,89%	5,49	16,23%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	30,50	90,14%
Ministère Transports	84,82	0,00	84,82	7,62	0,00	0%	10,11	132,69%	0,00	0,00%	0,00	0,06%	0,00	0,00%	10,12	132,75%
Grande Chancel.	11,40	0,00	11,40	2,82	0,00	0%	0,15	5,14%	0,00	0,00%	2,73	96,74%	0,00	0,00%	2,88	101,88%
Min. Ens.Sup.Rec.	817,09	0,00	817,09	71,89	0,00	0%	80,15	111,48%	23,11	32,14%	0,01	0,02%	0,00	0,00%	103,27	143,64%
Grands Projets	122,72	0,00	122,72	5,65	0,00	0%	0,14	2,50%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,14	2,50%
Min.Etat Energie Env	2526,44	0,00	2526,44	507,37	0,00	0%	4,71	0,93%	0,30	0,06%	999,03	196,90%	0,00	0,00%	1 004,04	197,89%
Min. Tél. Econ.Num	78,57	0,00	78,57	4,55	0,00	0%	5,68	124,81%	0,00	0,00%	0,00	0,03%	0,00	0,00%	5,68	124,84%
Ministère Elevage	40,15	0,00	40,15	4,50	0,00	0%	2,75	61,05%	0,25	5,53%	0,00	0,03%	0,00	0,00%	3,00	66,60%
Min.Industrie et PME	54,07	0,00	54,07	5,02	0,00	0%	4,46	88,84%	1,50	29,86%	0,00	0,03%	2,50	49,77%	8,46	168,50%
Min.Cultu.Arts.Patri	188,06	0,00	188,06	25,71	0,00	0%	20,52	79,83%	28,18	109,63%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	48,70	189,46%
Sec Etat Anti drogue	5,67	0,00	5,67	0,33	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	3,79	0,13	0,00	0	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.du Budget	130,62	3,46	134,08	11,21	0,00	0%	11,72	104,54%	6,27	55,94%	0,00	0,04%	0,00	0,00%	18,00	160,51%
Médiateur.Répub	22,56	0,00	22,56	4,01	0,00	0%	4,87	121,55%	0,00	0,00%	1,25	31,20%	0,00	0,00%	6,12	152,75%
CENI	323,55	0,00	323,55	105,26	0,00	0%	2,69	2,55%	106,39	101,07%	3,01	2,86%	0,00	0,00%	112,09	106,48%
Cours.Const	21,99	0,00	21,99	10,95	0,00	0%	14,69	134,20%	0,00	0,00%	1,68	15,36%	0,00	0,00%	16,38	149,55%
Cour des Comptes	52,10	0,00	52,10	12,21	0,00	0%	3,73	30,51%	0,00	0,00%	20,45	167,53%	0,00	0,00%	24,18	198,04%
Haute Cour de Justic	1,59	0,00	1,59	0,40	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,17	0,00	2,17	0,54	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,85	0,00	6,85	1,50	0,00	0%	0,47	31,46%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,47	31,46%
Min.UniteNat.Citoy	15,02	0,00	15,02	0,92	0,00	0%	1,35	146,46%	0,20	21,67%	0,00	0,02%	0,00	0,00%	1,55	168,14%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-prive	26,81	0,00	26,81	1,72	0,00	0%	1,20	69,81%	1,61	93,58%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,81	163,39%

Ministere charge des hydrocarbure	25,20	0,00	25,20	5,58	0,00	0%	0,75	13,36%	3,41	61,12%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,16	74,48%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	180,69	0,00	180,69	7,62	0,00	0%	0,38	5,04%	30,00	393,96%	4,10	53,78%	2,42	31,72%	36,89	484,49%
Autres dépenses de la présidence de la république	230,41	0,00	230,41	14,88	0,00	0%	0,00	0,00%	1,23	8,24%	25,48	171,26%	0,00	0,00%	26,70	179,50%
Dépenses Communes	4163,00	-4,06	4158,94	994,29	137,05	14%	80,39	8,09%	293,86	29,55%	272,40	27,40%	54,43	5,47%	838,14	84,29%
<b>Total</b>	<b>19 888,72</b>	<b>0,00</b>	<b>19 888,72</b>	<b>3 256,19</b>	<b>137,05</b>	<b>4,21%</b>	<b>1 570,79</b>	<b>48,24%</b>	<b>878,996</b>	<b>26,99%</b>	<b>1 500,43</b>	<b>46,08%</b>	<b>92,424</b>	<b>2,84%</b>	<b>4 179,69</b>	<b>128,36%</b>

**Tableau 21: Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement) à fin mars 2020 en de milliards de GNF**

Ministères/ Institutions	LFI(1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement mars	Charges Financieres De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement en ressource propres		Depenses D'Investissement finex		TOTAL Investissement		TOTAL GENERAL	
					mars	TAUX	mars	TAUX	mars	TAUX	mars	TAUX	mars	TAUX	mars	TAUX	mars	TAUX	mars	TAUX
Présidence de la Rep	372,20	0,00	372,20	89,35	0,00	0,00%	37,23	41,67%	140,82	157,61 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	178,05	199,28%
Primature	87,76	0,00	87,76	13,74	0,00	0,00%	1,26	9,14%	9,03	65,72 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	10,29	74,86%
Min.de la Défense	2018,78	0,00	2018,78	415,90	0,00	0,00%	357,95	86,07%	47,56	11,44 %	66,07	15,89 %	22,77	5,47%	0,00	0,00%	22,77	5,47%	494,35	118,86%
Min.Admin.Terr.Dec	847,39	0,00	847,39	26,84	0,00	0,00%	13,88	51,71%	41,37	154,13 %	9,36	34,89 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	64,61	240,73%
Min.Sécurité.Prot.Ci	358,17	0,00	358,17	75,75	0,00	0,00%	72,54	95,77%	8,68	11,46 %	0,03	0,04%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	81,26	107,28%
Min.Justice.Gar.Scea	153,34	0,00	153,34	17,64	0,00	0,00%	45,46	257,77%	0,00	0,00%	8,82	49,99 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	54,27	307,75%
Min.Aff.Etran.GETran	404,42	0,00	404,42	75,02	0,00	0,00%	26,34	35,11%	5,22	6,96%	11,45	15,27 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	43,01	57,33%
Ministère du Plan	79,94	0,00	79,94	5,76	0,00	0,00%	7,07	122,74%	0,00	0,00%	0,00	0,06%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7,07	122,81%
Min.Eco.et Finances	180,71	0,00	180,71	24,98	0,00	0,00%	44,46	178,00%	0,00	0,00%	0,02	0,07%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	44,48	178,08%
Min. Travail et FP	156,04	0,00	156,04	16,37	0,00	0,00%	12,20	74,55%	0,00	0,00%	0,01	0,04%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	12,21	74,59%
Min.de l'Agr	330,14	0,00	330,14	28,32	0,00	0,00%	40,61	143,38%	0,00	0,00%	0,04	0,12%	0,00	0,00%	120,88	16,71%	120,88	426,80%	161,52	570,30%
Min.Pêche & Aquacul	57,20	0,00	57,20	7,50	0,00	0,00%	9,25	123,30%	0,00	0,00%	0,01	0,07%	0,00	0,00%	16,03	2,22%	16,03	213,67%	25,28	337,04%
Min.Géo.Min	72,33	0,00	72,33	8,65	0,00	0,00%	10,66	123,21%	0,00	0,00%	0,00	0,05%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	10,66	123,26%
Min.EtatTravaux.Pub.	762,96	0,00	762,96	5,97	0,00	0,00%	5,38	90,05%	0,00	0,00%	0,00	0,03%	0,00	0,00%	315,19	43,56%	315,19	5278,23 %	320,57	5368,30%
Min.Urb.Habit. Const	107,57	0,00	107,57	7,84	0,00	0,00%	8,80	112,30%	0,00	0,00%	0,01	0,07%	0,00	0,00%	6,52	0,90%	6,52	83,14%	15,33	195,50%
Mn.Comm	45,37	0,00	45,37	7,14	0,00	0,00%	8,89	124,50%	0,00	0,00%	0,00	0,07%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	8,90	124,57%
Min. Hotel. Tourisme	40,86	0,00	40,86	2,76	0,00	0,00%	3,64	131,99%	0,00	0,00%	0,00	0,04%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3,65	132,03%
Min.Santé.Hy.Publiq	1592,35	0,00	1592,35	135,68	0,00	0,00%	72,06	53,11%	7,56	5,57%	0,02	0,01%	0,00	0,00%	28,43	3,93%	28,43	20,95%	108,07	79,65%
Min.Aff.Soc.P.F.& E.	168,36	0,60	168,96	13,91	0,00	0,00%	6,81	48,92%	2,70	19,39 %	0,00	0,01%	0,00	0,00%	8,42	1,16%	8,42	60,48%	17,92	128,81%
Min. Ens.pré.univ	1985,28	0,00	1985,28	338,11	0,00	0,00%	293,82	86,90%	0,00	0,00%	0,12	0,04%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	293,94	86,94%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	254,95	0,00	254,95	22,88	0,00	0,00%	20,27	88,59%	0,00	0,00%	6,50	28,40 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	26,76	116,99%
Minist. Information	46,00	0,00	46,00	3,75	0,00	0,00%	6,69	178,52%	0,00	0,00%	0,00	0,06%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	6,69	178,58%

Min. Jeun.Emploi Jeu	57,04	0,00	57,04	6,55	0,00	0,00%	4,19	63,89%	0,00	0,00%	0,00	0,03%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,19	63,92%
Assemblée.Nationale	188,78	0,00	188,78	41,71	0,00	0,00%	22,71	54,44%	0,00	0,00%	21,97	52,68 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	44,68	107,13%
Cour Suprême	26,39	0,00	26,39	9,03	0,00	0,00%	11,58	128,28%	0,00	0,00%	4,27	47,29 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	15,85	175,57%
Haute Autorité. Comm	16,01	0,00	16,01	3,92	0,00	0,00%	0,43	10,89%	0,00	0,00%	2,77	70,84 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3,20	81,73%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	5,13	0,00	0,00%	3,80	74,04%	0,00	0,00%	2,11	41,10 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5,91	115,14%
Secr. Gal Gouv	8,70	0,00	8,70	0,92	0,00	0,00%	2,12	230,13%	0,00	0,00%	0,00	0,03%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,12	230,15%
Ministère de la coopération et de l'intégration africaine	25,97	0,00	25,97	2,23	0,00		2,73		0,00		0,00		0,00		0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,73	122,51%
Sec. Affair.Relig.	66,62	0,00	66,62	2,34	0,00	0,00%	1,74	74,53%	0,00	0,00%	0,00	0,03%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,74	74,56%
Min.Environ.Eaux.For	218,82	0,00	218,82	33,83	0,00	0,00%	25,00	73,89%	0,00	0,00%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	10,70	1,48%	10,70	31,63%	35,70	105,54%
Ministère Transports	84,82	0,00	84,82	7,62	0,00	0,00%	10,11	132,69%	0,00	0,00%	0,00	0,06%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	10,12	132,75%
Grande Chancel.	11,40	0,00	11,40	2,82	0,00	0,00%	0,15	5,14%	0,00	0,00%	2,73	96,74 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,88	101,88%
Min. Ens.Sup.Rec.	817,09	0,00	817,09	71,89	0,00	0,00%	80,15	111,48%	0,00	0,00%	0,01	0,02%	0,00	0,00%	0,91	0,13%	0,91	1,27%	81,07	112,77%
Grands Projets	122,72	0,00	122,72	5,65	0,00	0,00%	0,14	2,50%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,14	2,50%
Min.Etat Energie Env	2526,44	0,00	2526,44	507,37	0,00	0,00%	4,71	0,93%	0,00	0,00%	335,08	66,04 %	0,00	0,00%	176,79	24,43%	176,79	34,84%	516,58	101,81%
Min. Tél. Econ.Num	78,57	0,00	78,57	4,55	0,00	0,00%	5,68	124,81%	0,00	0,00%	0,00	0,03%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5,68	124,84%
Ministère Elevage	40,15	0,00	40,15	4,50	0,00	0,00%	2,75	61,05%	0,00	0,00%	0,00	0,03%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,75	61,08%
Min.Industrie et PME	54,07	0,00	54,07	5,02	0,00	0,00%	4,46	88,84%	0,00	0,00%	0,00	0,03%	2,50	49,77 %	14,31	1,98%	16,81	334,69%	21,28	423,56%
Min.Cultu.Arts.Patri	188,06	0,00	188,06	25,71	0,00	0,00%	11,59	45,08%	14,42	56,10 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	26,01	101,19%
Sec Etat Anti drogue	5,67	0,00	5,67	0,33	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	3,79	0,13	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25,39	3,51%	25,39	20051,41 %	25,39	20051,41 %
Min.du Budget	130,62	3,46	134,08	11,21	0,00	0,00%	11,72	104,54%	0,00	0,00%	0,00	0,04%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	11,72	104,58%
Médiateur.Répub	22,56	0,00	22,56	4,01	0,00	0,00%	4,87	121,55%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,87	121,55%
CENI	323,55	0,00	323,55	105,26	0,00	0,00%	2,69	2,55%	74,23	70,52 %	3,01	2,86%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	79,93	75,93%
Cours.Const	21,99	0,00	21,99	10,95	0,00	0,00%	14,69	134,20%	0,00	0,00%	1,68	15,36 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	16,38	149,55%
Cour des Comptes	52,10	0,00	52,10	12,21	0,00	0,00%	3,73	30,51%	0,00	0,00%	20,45	167,53 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	24,18	198,04%
Haute Cour de Justic	1,59	0,00	1,59	0,40	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,17	0,00	2,17	0,54	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,85	0,00	6,85	1,50	0,00	0,00%	0,47	31,46%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,47	31,46%

Min.UniteNat.Citoy	15,02	0,00	15,02	0,92	0,00	0,00%	1,35	146,46%	0,00	0,00%	0,00	0,02%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,35	146,48%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-privé	26,81	0,00	26,81	1,72	0,00	0,00%	1,20	69,81%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,20	69,81%
Ministere charge des hydrocarbure	25,20	0,00	25,20	5,58	0,00	0,00%	0,75	13,36%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,75	13,36%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	180,69	0,00	180,69	7,62	0,00	0,00%	0,38	5,04%	0,00	0,00%	4,10	53,78 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,48	58,82%
Autres dépenses de la présidence de la republique	230,41	0,00	230,41	14,88	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,23	8,24%	19,90	133,79 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	21,13	142,03%
Dépenses Communes	4163,00	-4,06	4158,94	994,29	137,05	0,00%	79,48	7,99%	203,22	20,44 %	181,03	18,21 %	14,05	1,41%	0,00	0,00%	14,05	1,41%	614,82	61,84%
<b>Total hors finex</b>	<b>19 888,72</b>	<b>0,00</b>	<b>19 888,72</b>	<b>3 256,19</b>	<b>137,05</b>	<b>0,00%</b>	<b>1 420,61</b>	<b>43,63%</b>	<b>556,03</b>	<b>17,08 %</b>	<b>701,62</b>	<b>21,55 %</b>	<b>39,31</b>	<b>1,21%</b>	<b>723,56</b>	<b>100,00%</b>	<b>762,87</b>	<b>23,43%</b>	<b>3 578,18</b>	<b>109,89%</b>

**Tableau 22: Ventilation du budget en fonction des piliers du pndes à fin mars 2020 (en milliards de gnf)**

<b>Piliers</b>	<b>LFI 2020 (1)</b>	<b>Plan d'Engage- ment marse(2)</b>	<b>Engagem- ents jan- mars (3)</b>	<b>Paie- ment s jan- mars (4)</b>	<b>Taux d'exécu- tion (5=3/2)</b>
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	10 346,40	2 025,53	2 401,66	1 868,70	118,57%
FINEX	<b>2 697,31</b>	2022,98	0	36,0879	0
Transformation économique durable et inclusive	4 212,35	600,06	1 128,69	451,79	188,10%
FINEX	<b>1 098,16</b>	823,62	0,00	649,72	0
Développement inclusif du capital humain	5 109,13	618,48	609,46	526,89	98,54%
FINEX	<b>1 331,95</b>	998,96		37,7575	
Gestion durable du capital naturel	220,84	12,11	39,89	7,23	329,28%
FINEX	<b>57,57</b>	43,18	0	0	
Total	<b>19 888,72</b>	<b>3 256,19</b>	<b>4 179,69</b>	<b>2 854,62</b>	<b>128,36%</b>
Total FINEX	<b>5 185,00</b>	<b>3 888,75</b>	<b>0,00</b>	<b>723,56</b>	<b>0,00%</b>
Total général	<b>25 073,72</b>	<b>7 144,94</b>	<b>4 179,69</b>	<b>3 578,18</b>	<b>58,50%</b>

<b>Piliers</b>	<b>LFI 2020 (1)</b>	<b>Plan d'Engagement marse(2)</b>	<b>Engage- ments jan-mars (3)</b>	<b>Paie- ments jan- mars (4)</b>	<b>Taux d'exécu- tion (5=3/2)</b>
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	10 346,40	2 025,53	2 401,66	1 868,70	118,57%
FINEX	<b>2 697,31</b>	2022,98	0	36,0879	0
Transformation économique durable et inclusive	4 212,35	600,06	1 128,69	451,79	188,10%
FINEX	<b>1 098,16</b>	823,62	0,00	649,72	0

Développement inclusif du capital humain	5 109,13	618,48	609,46	526,89	98,54%
FINEX	<b>1 331,95</b>	998,96		37,7575	
Gestion durable du capital naturel	220,84	12,11	39,89	7,23	329,28%
FINEX	<b>57,57</b>	43,18	0	0	
Total	<b>19 888,72</b>	<b>3 256,19</b>	<b>4 179,69</b>	<b>2 854,62</b>	<b>128,36 %</b>
Total FINEX	<b>5 185,00</b>	<b>3 888,75</b>	<b>0,00</b>	<b>723,56</b>	<b>0,00%</b>
Total général	<b>25 073,72</b>	<b>7 144,94</b>	<b>4 179,69</b>	<b>3 578,18</b>	<b>58,50%</b>

**Tableau 23: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts ( collectivités) en de milliards de GNF**

collectivités	Crédit		Exécution fin mars 2020		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Ensemble Ville De Conakry	0	0,00	0,00	0	#DIV/0!
Kaloum	1	0,07	0,00	0	0,00%
Dixinn	1	0,07	0,00	0	0,00%
Matam	1	0,07	0,00	0	0,00%
Ratoma	0	0,00	0,00	0	#DIV/0!
Matoto	2	0,10	0,00	0	0,00%
Boke	10	0,29	0,00	0	0,00%
Boffa	8	0,23	0,00	0	0,00%
Fria	4	0,13	0,00	0	0,00%
Gaoual	8	0,23	0,00	0	0,00%
Koundara	7	0,21	0,00	0	0,00%
Faranah	12	0,34	0,00	0	0,00%
Dabola	9	0,26	0,00	0	0,00%
Dinguiraye	8	0,23	0,00	0	0,00%
Kissidougou	13	0,36	0,00	0	0,00%
Kankan	13	0,37	0,00	0	0,00%
Kerouane	8	0,23	0,00	0	0,00%
Kouroussa	12	0,33	0,00	0	0,00%
Mandiana	12	0,33	0,00	0	0,00%
Sigui	13	0,36	0,00	0	0,00%
Kindia	10	0,29	0,00	0	0,00%
Coyah	4	0,13	0,00	0	0,00%
Dubreka	7	0,21	0,00	0	0,00%
Forecariah	10	0,28	0,00	0	0,00%
Telemele	14	0,39	0,00	0	0,00%
Labe	14	0,40	0,00	0	0,00%
Koubia	6	0,18	0,00	0	0,00%
Lelouma	11	0,31	0,00	0	0,00%
Mali	13	0,36	0,00	0	0,00%
Tougue	10	0,28	0,00	0	0,00%
Mamou	15	0,42	0,00	0	0,00%
Dalaba	10	0,28	0,00	0	0,00%
Pita	12	0,33	0,00	0	0,00%
N'Zerekore	11	0,32	0,00	0	0,00%
Beyla	14	0,39	0,00	0	0,00%
Gueckedou	10	0,28	0,00	0	0,00%
Lola	9	0,26	0,00	0	0,00%
Macenta	15	0,41	0,00	0	0,00%
Yomou	7	0,21	0,00	0	0,00%
<b>Total general</b>	<b>344</b>	<b>9,94</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>



: Tableau 24: Etat d'exécution des subventions et transferts hors collectivités en milliards de gnf

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin mars 2020		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Présidence de la République	1	0,02	0,00	1	22,12%
Primature	3	10,56	2,10	2	19,88%
Ministère de la Défense Nationale	5	261,90	86,52	4	33,04%
Ministère Administration du Territ. et de la Décentralisation	10	45,11	10,01	5	22,20%
Ministère de la Sécurité et Protection Civile	6	6,85	0,03	3	0,50%
Ministère de la Justice et Garde de Sceaux	7	21,31	8,82	5	41,36%
Ministère des Aff.Etrangères et Guinéens Etrangers	1	55,00	11,81	1	21,47%
Ministère du Plan	6	7,50	0,00	2	0,02%
Ministère de l'Economie et des Finances	3	2,98	0,99	1	33,40%
Ministère Travail et Fonction Publique	10	27,79	5,67	7	20,39%
Ministère de l'Agriculture	7	9,05	0,04	3	0,39%
Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture	8	5,24	0,01	3	0,11%
Ministère Mines, Géologie	6	9,96	0,00	2	0,04%
Ministere Des Travaux Publics	2	0,01	0,00	2	11,15%
Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat et Construction	5	27,19	0,55	4	2,01%
Ministère du Commerce	4	6,05	0,00	3	0,08%
Ministère de l'Hotellerie Tourisme et Artisanat	1	5,60	1,40	1	25,00%
Ministère de la Santé et hygiène Publique	167	202,00	0,00	0	0,00%
Ministère des Aff. Sociales, de la Pr. Femminine & Enfance	12	29,52	0,00	3	0,00%

Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire	7	16,48	1,74	4	10,59%
Ministère de l'Emploi Ens.Technique et Form.Professionnelle	13	56,60	8,15	6	14,40%
Ministère de l'Information	5	1,83	0,00	2	0,12%
Ministère de la Jeunesse et Emploi Jeunes	7	13,66	0,90	4	6,62%
Assemblée.Nationale	2	87,89	21,97	1	25,00%
Cour Suprême de l'Etat	1	17,08	4,27	1	25,00%
Haute Autorité de la Communication	2	14,42	2,77	1	19,23%
Conseil Economique et Social	1	11,92	2,11	1	17,70%
Secretariat Général du Gouvernement	1	0,05	0,00	0	0,00%
Sécrtariat Général aux Affaires Religieuses	9	42,92	0,33	3	0,78%
Ministère de l'Environnement des Eaux et Forets	9	16,40	0,00	3	0,03%
Ministère des Transports	8	24,18	0,00	0	0,00%
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux de Guinée	3	10,93	2,73	3	25,00%
Ministère de l'Enseign Sup. et de la Rec. Scientifique	131	486,43	0,01	3	0,00%
Administration et Contrôle des Grands Projets	2	22,19	0,00	0	0,00%
Ministère D'Etat Chargé de l'Energie et Environnement	4	2402,00	999,03	2	41,59%
Ministère des Télécommunications et Economie Numérique	3	8,07	0,00	1	0,02%
Ministère de l'Elevage	0	0,00	0,00	0	#DIV/0!
Ministère industries et des PME	5	11,51	0,00	1	0,01%
Minintère Culture Arts et Patrimoine	8	13,46	0,00	0	0,00%
Ministère du Budget	3	0,79	0,00	2	0,56%
Médiateur de la République	1	5,00	1,25	1	25,00%
Commission Electorale Nationale Indépendante	1	12,05	3,01	1	25,00%

Cours Constitutionnelle	1	15,61	1,68	1	10,77%
Cour des Comptes	1	37,11	20,45	1	55,12%
Haute Cour de Justice	1	1,59	0,00	0	0,00%
Haut Conseil des Collectivités locales	1	2,17	0,00	0	0,00%
Institution.Nationale.Ind.des Droits Humains	1	2,93	0,00	0	0,00%
Ministere De L'Unite Nationale Et De La Citoyennete	1	7,40	0,00	0	0
Ministère e Charge des investissements et du Partenariat Public Prive	1	0,50	0,00	0	0,00%
ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	5	95,37	4,10	2	4,29%
Autres depenses de la presidence de la republique	12	82,39	25,48	5	
Dépenses communes	12	999,89	272,40	2	27,24%
<b>Total</b>	<b>526</b>	<b>5 254,44</b>	<b>1 500,38</b>	<b>103</b>	<b>28,55%</b>

Tableau 25: Situation résumée des opérations budgétaires de l'état (en milliards de gnf)

LIBELLE	LFI 2020	prév mars 2020	réal mars 2020	Taux	Part
<b>RECETTES</b>	<b>21 706,2</b>	<b>4 693,33</b>	<b>3 816,01</b>	<b>81,31%</b>	<b>100,00%</b>
<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>19 187,1</b>	<b>4 510,56</b>	<b>3 680,93</b>	<b>81,61%</b>	<b>96,46%</b>
<i>dt Récette Minière</i>	<i>3 068,0</i>	<i>791,68</i>	<i>331,54</i>	<i>41,88%</i>	8,69%
<i>dt Récette Pétrolière</i>					0,00%
<i>dt TSPP</i>					0,00%
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	4 396,0	1 049,89	549,59	52,35%	14,40%
Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	352,0	85,47	78,92	92,33%	2,07%
Impôts sur ne patrimoine	93,3	6,93	7,99	115,27%	0,21%
Impôts sur les biens et services	9 952,2	2 317,14	2 072,97	89,46%	54,32%
<i>dt RER</i>	<i>302,3</i>	<i>45,25</i>	<i>20,43</i>	<i>45,16%</i>	0,54%
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	4 073,5	<b>1 031,02</b>	<b>962,82</b>	93,39%	<b>25,23%</b>
Autres recettes fiscales .	81,5	20,12	8,64	42,92%	0,23%
<b>DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS</b>	<b>1 410,0</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		0,00%
<b>AUTRES RECETTES</b>	<b>567,7</b>	<b>22,69</b>	<b>51,55</b>	<b>227,17%</b>	<b>1,35%</b>
BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	<b>541,4</b>	160,08	83,54	52,19%	2,19%
BAS FODECON	<b>200,9</b>				
BAS RSU	<b>37,8</b>				
<b>DEPENSES</b>	<b>26 730,7</b>	<b>4 107,78</b>	<b>4 028,64</b>	<b>98,07%</b>	<b>100,00%</b>
Charges financières de la dette	1 154,0	191,52	137,05	71,56%	<b>3,40%</b>
<i>Intérêt Dette Intérieure</i>	<i>849,0</i>	<i>112,00</i>	<i>87,68</i>	78,29%	2,18%
<i>Intérêt Dette Extérieure</i>	<i>305,0</i>	<i>79,52</i>	<i>49,37</i>	62,08%	1,23%
Dépenses de personnel	6 141,7	1 195,94	1 248,76	104,42%	31,00%
Dépenses de Biens et services	3 908,0	1 089,59	996,29	91,44%	24,73%
<i>dt RER</i>	<i>302,3</i>	<i>45,25</i>	<i>20,43</i>	<i>45,16%</i>	0,51%
Dépenses de transfert	5 264,4	1 201,00	1 236,15	102,93%	30,68%
<i>dt EDG</i>	<i>2 401,0</i>			#DIV/0!	0,00%
<b>Solde net de gestion (1-2)</b>	<b>-5 024,5</b>	<b>585,56</b>	<b>-212,63</b>	<b>-36,31%</b>	<b>-5,28%</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:</b>					
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>9 482,5</b>	<b>269,65</b>	<b>326,85</b>	<b>121,21%</b>	<b>8,11%</b>
<b>IMMOBILISATIONS NON FINANCIERES</b>	<b>9 356,5</b>	<b>269,65</b>	<b>326,85</b>	<b>121,21%</b>	<b>8,11%</b>
Acquisition d'Immobilisations Corporelles	2 514,5	269,65	326,85	121,21%	8,11%
Acquisition d'Immobilisations incorporelles	532,1	0,00	0,00		0,00%
Grosses réparations	0,5	0,00	0,00		0,00%
Immobilisations non Produites(finex)	6 842,0	0,00	0,00		0,00%
<b>Capacité / besoin de financement (SNG-25)</b>	<b>-14 507,0</b>	<b>315,91</b>	<b>-539,47</b>	<b>-170,77%</b>	<b>-13,39%</b>
<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT):</b>					

<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>126,0</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>#DIV/0!</b>	<b>0,00%</b>
Immobilisations financières intérieures	126,0	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
Autres Immobilisations financières intérieures					
Immobilisations financières extérieures					
Autres Immobilisations financières extérieures					
<b>BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)</b>	<b>541,4</b>	<b>160,08</b>	<b>83,54</b>	52,19%	<b>2,07%</b>
<b>BAS FODECON</b>	<b>200,9</b>				
<b>BAS RSU</b>	<b>37,8</b>				